Nations Unies S/PV.8626



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8626^e séance Mercredi 25 septembre 2019, à 10 heures New York

Président: M. Lavrov/M. Nebenzia/M. Polyanskiy (Fédération de Russie)

Allemagne M. Annen
Belgique M. De Croo

Chine M. Wang Yi/M. Wu Haitao

Côte d'Ivoire.... M. Ipo M. Cohen M. Lemoyne France M. Esono Angue Mme Marsudi Koweït Le cheik Al Sabah M. Balarezo Pologne.... M. Przydacz

République dominicaine M. Vargas Maldonado

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord M^{me} Pierce

Ordre du jour

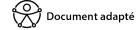
Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales

Contribution de l'Organisation du Traité de sécurité collective, de la Communauté d'États indépendants et de l'Organisation de Shanghai pour la coopération à la lutte contre la menace terroriste

Lettre datée du 13 septembre 2019, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2019/742)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (http://documents.un.org)







La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales

> Contribution de l'Organisation du Traité de sécurité collective, de la Communauté d'États indépendants et de l'Organisation de Shanghai pour la coopération à la lutte contre la menace terroriste

Lettre datée du 13 septembre 2019, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2019/742)

Le Président (parle en russe): Je souhaite chaleureusement la bienvenue au Secrétaire général, aux Ministres et aux autres éminents représentants présents dans la salle du Conseil de sécurité. Leur présence aujourd'hui témoigne de l'importance de la question à l'examen.

Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants des pays suivants à participer à la présente séance : Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Inde, Kazakhstan, Kirghizistan, Mongolie, Ouzbékistan, Pakistan, République islamique d'Iran, Tadjikistan et Turkménistan.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités ci-après, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : S. E. M. Vladimir Imamovich Norov, Secrétaire général de l'Organisation de Shanghai pour la coopération; M. Valery Semerikov, Secrétaire général par intérim de l'Organisation du Traité de sécurité collective; et M. Sergey Ivanov, Secrétaire exécutif adjoint de la Communauté d'États indépendants.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite également S. E. M. Peter Burian, Représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie centrale, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/742, qui contient une lettre datée du 13 septembre 2019, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant une note de cadrage sur la question à l'examen.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres.

Le Secrétaire général (parle en anglais): Je suis reconnaissant de l'occasion qui m'est donnée de prendre la parole devant le Conseil de sécurité sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation du Traité de sécurité collective, la Communauté d'États indépendants et l'Organisation de Shanghai pour la coopération, dans la lutte contre les menaces terroristes.

Nous nous heurtons à une menace sans précédent du fait de l'intolérance, de l'extrémisme violent et du terrorisme, une menace qui touche tous les pays, exacerbe les conflits et déstabilise des régions tout entières, et qui ne cesse d'évoluer. La nouvelle frontière est désormais le cyberterrorisme, c'est-à-dire l'utilisation des médias sociaux et du *dark Web* pour coordonner les attaques, diffuser la propagande et recruter de nouveaux adeptes.

Face à cette menace sans précédent, nous prenons des mesures sans précédent. La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et les résolutions connexes du Conseil de sécurité permettent de disposer d'un cadre global. Il est vital de poursuivre et démanteler les groupes terroristes, mais cela ne représente qu'une mesure parmi tant d'autres. Nous devons compléter les mesures de sécurité par des efforts de prévention qui identifient les causes profondes et y remédient, tout en respectant systématiquement les droits de la personne.

Nous devons renforcer la résilience des sociétés pour que les populations et les communautés rejettent les discours terroristes qui se repaissent de la peur et du désespoir. Nous devons renforcer le contrat social, notamment en fournissant des services essentiels et en offrant des possibilités, en particulier pour les jeunes. La plupart des nouvelles recrues des groupes terroristes ont entre 17 et 27 ans. Nous devons créer des voies qui donneront de l'espoir et un but à nos jeunes hommes et femmes, et cela inclut l'éducation, la formation et l'emploi. Nous devons nous doter de démarches globales et ouvertes à tous, en commençant à la base, là où les familles et les communautés sont en première ligne.

L'assujettissement des femmes et des filles est une pratique commune à nombre de nombreux

groupes extrémistes et terroristes, indépendamment de leur idéologie. Ce n'est pas un hasard; c'est un aspect fondateur de leur mission. L'égalité des genres et la mobilisation des femmes et des filles doivent être au cœur des efforts que nous livrons pour prévenir et combattre le terrorisme. Nous devons également soutenir les victimes du terrorisme, qui sont la première autorité morale et qui ne cessent de demander justice. Parmi ces victimes figurent les enfants des combattants terroristes étrangers, qui auront besoin d'aide pour surmonter les traumatismes et la stigmatisation à mesure qu'ils grandiront.

La coopération internationale est la première priorité de notre stratégie antiterroriste. Aucun pays ou organisation ne peut détenir seul toutes les réponses aux défis transfrontaliers que font naître le terrorisme et le retour et la réinstallation des combattants terroristes étrangers. Les pays doivent coopérer les uns avec les autres, ainsi qu'avec des partenaires tels que le secteur privé et la société civile, s'ils veulent venir à bout de ces défis.

Les trois organisations qui font l'objet du débat ministériel d'aujourd'hui jouent un rôle important pour la promotion de la coopération régionale en matière de lutte contre le terrorisme en facilitant l'échange d'informations et de connaissances essentielles, ainsi que la conduite d'enquêtes et d'opérations communes. L'ONU renforce ses liens institutionnels avec chacune d'entre elles.

Notre partenariat a permis d'établir des cadres pour des activités conjointes, des échanges d'informations et la collaboration en matière d'assistance au renforcement des capacités des États Membres, conformément aux principes établis par le Pacte mondial de coordination contre le terrorisme, qui oriente toutes les activités des Nations Unies en matière de lutte antiterroriste.

Je suis particulièrement fier de notre coopération avec le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale dans le cadre du Plan d'action conjoint régional en vue de la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en Asie centrale. En élaborant ce plan d'action conjoint, la première initiative régionale de ce type, les parties concernées ont montré ce qu'elles peuvent accomplir grâce à l'action collective, à l'esprit de décision et à la volonté politique.

Le Plan d'action conjoint contribue à améliorer les capacités des États membres de l'Asie centrale

à renforcer la sécurité aux frontières, à prévenir l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme et à favoriser le dialogue avec les dirigeants religieux. Je tiens à saluer l'important travail accompli par l'Assemblée interparlementaire des États membres de la Communauté d'États indépendants pour harmoniser la législation antiterroriste de ses membres. La coopération parlementaire est essentielle pour créer des approches globales qui sont dotées de ressources suffisantes et ancrées dans les droits de l'homme et l'état de droit.

Le terrorisme est fondamentalement la négation et la destruction des droits de l'homme, et les groupes terroristes ont en commun un programme qui est autoritaire, intolérant et souvent misogyne. Nos efforts de lutte contre l'idéologie terroriste doivent être fondés sur le respect de la dignité et des droits de l'homme de tous.

La coopération en matière de lutte contre le terrorisme entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation du Traité de sécurité collective, la Communauté d'États indépendants et l'Organisation de Shanghai pour la coopération ne cesse de s'approfondir et couvre un nombre croissant de questions. Je me réjouis à la perspective de poursuivre notre coopération alors que nous œuvrons de concert pour mettre fin à la menace du terrorisme et bâtir un avenir plus sûr et plus prospère pour tous.

Le Président (parle en russe) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Norov.

M. Norov (parle en russe): Je voudrais avant tout remercier la Fédération de Russie de m'avoir invité à participer à la présente séance. Le sujet qui nous occupe est tout à fait d'actualité et très pertinent, en particulier à un moment où le monde assiste à une multiplication des facteurs d'instabilité causés par la montée de la menace terroriste et la fusion du terrorisme et de la criminalité transnationale organisée.

Les combattants terroristes étrangers qui rentrent des points chauds cherchent à créer de nouveaux bastions dans diverses parties du monde, y compris dans l'espace eurasiatique. La possibilité qu'ils puissent accéder à des substances radioactives et toxiques, ainsi qu'à de nouveaux types de financement et d'armement, est un risque qui va croissant. Dans le même temps, la lutte contre le terrorisme et les menaces qui y sont liées est l'une des principales priorités des activités de

19-29200 3/42

l'Organisation de Shanghai pour la coopération (OSC) depuis sa création.

En 2001, trois mois avant les événements tragiques de New York, les chefs d'État des pays fondateurs de l'OSC ont signé la Convention sur la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme. L'adoption de ce document a démontré au monde entier que nos pays, dès cette époque, avaient une conscience aiguë des tendances négatives qui se dessinaient, et s'engageaient dans une lutte implacable contre ces trois maux. L'OSC a un cadre juridique bien développé et des mécanismes concrets qui permettent de mener une action efficace dans le domaine de la sécurité. Nombre d'entre eux, notamment la Convention de l'OSC contre le terrorisme et la Convention de l'OSC sur la lutte contre l'extrémisme, sont ouverts à l'adhésion de tout État intéressé. L'élaboration et la mise en pratique d'une définition commune du terrorisme et de l'extrémisme, est, à juste titre, considéré comme l'une des réalisations les plus importantes de l'OSC.

La structure régionale de lutte contre le terrorisme de l'OSC fonctionne très efficacement à Tachkent. Rien que l'année dernière, quelque 360 crimes terroristes ont été déjoués, quelque 80 cellules clandestines ont été démantelées et 67 terroristes, dont 10 chefs de groupes terroristes, ont été éliminés. Un travail considérable a été fait pour mettre un terme au financement du terrorisme, à la circulation illégale d'armes et d'explosifs, ainsi qu'au recrutement via Internet. L'adhésion de nouveaux membres, à savoir l'Inde et le Pakistan, a également permis à l'OSC de renforcer sensiblement sa capacité de lutte contre les défis et les menaces qui se posent aujourd'hui. L'OSC est maintenant transcontinentale et comprend des pays représentant la moitié de la population du monde.

Nous organisons régulièrement des exercices de poste de commandement et des exercices d'étatmajor dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, dits « Missions de paix », ainsi qu'une opération internationale de lutte contre les stupéfiants, appelée « Toile ». Je tiens à souligner que l'OSC n'est pas un bloc militaire dirigé contre d'autres États ou organisations internationales, mais une organisation ouverte axée sur une large coopération internationale. Il n'y a pas de petits ou de grands États dans l'OSC : tous sont égaux et toutes les décisions sont prises par consensus.

L'un des facteurs clefs du renforcement de la sécurité et de la stabilité dans la région est un règlement rapide du conflit en Afghanistan. L'OSC apporte une contribution importante en promouvant le dialogue par l'intermédiaire du Groupe de contact OSC-Afghanistan. La feuille de route relative aux activités futures du Groupe de contact, qui a été approuvée au Sommet de l'OSC à Bichkek, a pour objectif d'appuyer les efforts visant à rétablir la paix, à faciliter le développement économique du pays et à lutter contre le terrorisme et le trafic de drogues.

Afin de combattre les liens entre le trafic de drogues et le terrorisme et de faire face à la menace du trafic de drogues en provenance du territoire de Afghanistan, l'OSC met en œuvre une nouvelle stratégie antidrogue. Ces cinq dernières années, grâce à nos efforts conjoints, nous avons pu saisir 40 % des stupéfiants illicites découverts en Eurasie. Nous coopérons également activement avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et organisons régulièrement des manifestations conjointes en marge de la Commission des stupéfiants des Nations Unies. La prochaine réunion du groupe d'experts de l'Initiative du Pacte de Paris se tiendra avec l'appui du secrétariat de l'OSC en novembre prochain. En vue de mettre en œuvre la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et les résolutions du Conseil de sécurité sur la lutte contre le terrorisme, nous nous employons à renforcer notre coopération avec les organismes compétents des Nations Unies et les autres organisations internationales et régionales, notamment la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, le Bureau de lutte contre le terrorisme et le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale.

Dans ce contexte, nous nous félicitons de l'adoption de la résolution 73/334, sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'OSC à la soixante-treizième session de l'Assemblée générale, qui permet des consultations régulières entre les secrétaires généraux des deux organisations et appuie une large coopération de l'OSC avec les institutions spécialisées du système des Nations Unies. La coopération entre l'OSC et l'Organisation du Traité de sécurité collective, la Communauté d'États indépendants, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie et INTERPOL a également été renforcée.

L'OSC ne cesse de renforcer sa coopération dans les domaines touchant aux aspects humanitaires de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, ainsi que de la sécurité régionale. Guidés par l'esprit de Shanghai, nous promouvons le dialogue entre les cultures, les

religions et les civilisations sur la base de la confiance mutuelle, du respect et de l'égalité des parties. À cet égard, nous attachons une importance particulière à notre coopération avec des institutions spécialisées du système des Nations Unies, telles que l'UNESCO, l'Organisation mondiale du tourisme, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et d'autres.

Dans le même temps, nous pensons qu'il est important de mettre en œuvre des mesures conjointes pour s'attaquer aux causes profondes du terrorisme et de l'extrémisme et aux conditions qui les favorisent, mais aussi pour prévenir le recrutement des jeunes par les groupes terroristes et réinsérer les personnes qui reviennent des zones de conflit. Nous améliorons notre base juridique pour garantir que les jeunes puissent jouir pleinement de leurs droits et avoir accès au savoir et à l'éducation. À cet égard, nous attachons une importance particulière à l'élaboration d'une convention des Nations Unies sur les droits des jeunes.

Les États membres de l'OSC appuient le strict respect des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et le renforcement du rôle clef joue le Conseil de sécurité en tant que principal organe de maintien de la paix et de la sécurité internationales, et sont prêts à compléter les efforts du Conseil au niveau régional. Nous appelons la communauté internationale à renforcer la coopération mondiale dans la lutte contre le terrorisme, à contrer les efforts visant à saper le rôle de l'ONU en tant qu'organisation multilatérale universelle pour le maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité internationales et à s'efforcer de parvenir à un consensus sur la question de l'adoption d'une convention globale sur la lutte contre le terrorisme international.

L'OSC continuera d'élargir sa coopération multiforme avec l'ONU et le Conseil de sécurité. Nous sommes en train de préparer notre troisième réunion spéciale conjointe de haut niveau avec l'ONU sur la lutte contre le terrorisme et son financement, et invitons toutes les personnes présentes dans cette salle aujourd'hui à y participer.

Le Président (parle en russe) : Je remercie M. Norov de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M.Semerikov.

M. Semerikov (parle en russe): Je voudrais tout d'abord remercier la présidence russe du Conseil de sécurité de m'avoir invité à participer à la présente séance. Je suis convaincu que la séance d'aujourd'hui nous aidera

à mettre au point de nouveaux mécanismes concrets de coopération et à conjuguer les efforts de l'ONU et des organisations régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité. Notre organisation – l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) – est considérée comme un partenaire dans ce domaine, comme l'a indiqué l'Assemblée générale, à sa soixante-treizième session, dans sa résolution 73/331, intitulée « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation du Traité de sécurité collective ».

L'Assemblée générale y constate notamment que 25 ans après la signature du Traité de sécurité collective, l'Organisation du Traité de sécurité collective est devenue une institution multifonctionnelle capable d'apporter des réponses appropriées à toutes sortes de menaces et de problèmes relevant de sa compétence.

Il est particulièrement nécessaire aujourd'hui d'unir nos efforts, compte tenu du risque de conflit majeur, de la menace bien réelle de démantèlement qui pèse sur le dispositif international de sécurité en place, de la crise de confiance et du climat de confrontation. Le monde est confronté à la menace du terrorisme mondial, qui exige un partenariat géostratégique solide, les terroristes ayant étendu leurs activités subversives au moyen des nouvelles technologies, en particulier les technologies de l'information et des communications et les réseaux sociaux.

S'agissant des mesures visant à unir les efforts de la communauté internationale, nous jugeons très important qu'en sa qualité de Secrétaire général, M. António Guterres ait placé la lutte contre le terrorisme en tête de ses priorités et qu'il ait souligné à cet égard la nécessité d'établir une vaste coopération internationale.

La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme est l'une des principales activités de l'OTSC. En 2016, nos chefs d'État ont examiné la situation dans notre domaine de responsabilité et décidé d'appliquer un ensemble de mesures de lutte contre le terrorisme international et l'extrémisme. Il s'agit notamment de plusieurs activités concrètes et de mesures politiques et militaires visant à renforcer la capacité de l'OTSC de combattre le terrorisme, dont la plupart ont déjà été mises en œuvre.

Étant donné que le trafic de drogues illicites et d'armes, ainsi que la migration clandestine, alimentent les activités des terroristes et des extrémistes, nous avons renforcé l'efficacité de nos activités spéciales de prévention annuelles, telles que « Canal » qui vise à lutter contre le trafic de drogues, et « Nelegal » qui

19-29200 5/42

a pour but de contenir la migration illégale. En 2018, au cours de ces opérations, nous avons saisi plus de 16 tonnes de drogues, y compris divers types de drogues synthétiques, ainsi que 470 armes de différents types. Nous avons appréhendé 443 personnes qui étaient recherchées au niveau international, dont 30 avaient des liens avec des activités terroristes et extrémistes.

Afin d'empêcher les terroristes internationaux d'utiliser les technologies de l'information et des communications, notamment pour recruter de nouveaux membres, nous menons chaque année une opération visant à lutter contre les crimes commis au moyen de ces technologies. Au cours d'une opération conduite en 2018, nous avons recensé plus de 10 000 sources qui diffusent des informations servant les intérêts d'organisations terroristes et extrémistes.

Compte tenu de la menace que représentent les organisations terroristes internationales, nous avons renforcé notre force collective d'intervention rapide en y ajoutant des unités spéciales chargées de la lutte contre le terrorisme. Lors des opérations auxquelles cette force participe, nous mettons essentiellement l'accent sur les activités antiterroristes.

Pour intensifier nos efforts de lutte contre le terrorisme, nous nous employons à dresser une liste unique d'organisations terroristes reconnues comme telles par les États membres de l'OTSC. Nous ne saurions trop insister sur la portée et l'importance de ce travail. Nous réagissons également à la menace que représente le retour dans leurs pays depuis le Moyen-Orient des combattants terroristes étrangers qui ont été formés par des groupes terroristes et qui ont participé à leurs activités. À cette fin, nous avons mené l'année dernière l'opération Mercure, dont l'objectif était de bloquer les canaux de recrutement des terroristes, d'entraver l'entrée et la sortie des combattants de nos pays dans le but de participer à des activités terroristes, et de neutraliser la base de ressources des organisations terroristes dans les zones relevant de l'OTSC. Nous pouvons d'ores et déjà affirmer que l'opération s'est avérée efficace, nécessaire et opportune et qu'elle a directement contribué à la mise en œuvre des résolutions 2178 (2014) et 2396 (2017).

Nous jugeons que les mesures élaborées par l'OTSC que je viens d'énumérer sont des pratiques optimales, comme en témoigne l'intérêt porté à nos activités par les organismes de l'ONU, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, de la Communauté d'États indépendants et de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, ainsi que par ceux

d'États en leur nom propre, notamment dans le domaine de la lutte contre le trafic de drogues. Ils ont tous participé activement à l'organisation et à l'exécution de ces activités et les ont surveillées.

Nous sommes convaincus que pour promouvoir la coopération internationale en vue d'enrayer la diffusion de l'idéologie et de la propagande terroristes, conformément aux résolutions 1624 (2005) et 2354 (2017), nous devons unir nos efforts dans le domaine de la sécurité de l'information. Nous accordons une attention particulière à l'élaboration et à l'acceptation, sous l'égide de l'ONU, des normes et principes universels de conduite responsable dans le domaine de l'information.

En dépit des mesures que nous avons prises pour lutter contre le terrorisme au niveau régional, les États membres de l'OTSC, ainsi que d'autres pays, se heurtent de plus en plus à de nouvelles formes de terrorisme et à de nouvelles tactiques utilisées par les terroristes. Dans une déclaration adoptée en novembre 2018, le Conseil permanent de l'OTSC a déterminé que l'un des objectifs prioritaires de l'Organisation était de renforcer les efforts conjoints pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme. Récemment, nous avons noté avec préoccupation que certaines forces s'étaient employées à déplacer leurs activités terroristes vers l'Asie centrale et l'Afghanistan, soit en direction des frontières méridionales de l'OTSC, comme l'ont montré les divers actes terroristes commis en Afghanistan. Nous avons donc été contraints de réagir afin d'assurer la sécurité de nos États dans la région. Le Conseil des ministres des affaires étrangères, le Conseil des ministres de la défense et le Comité des secrétaires des conseils de sécurité ont notamment établi, pour examen par nos chefs d'État en novembre, une liste de mesures supplémentaires visant à réduire les tensions à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan. Dans le même temps, nous avons intensifié nos travaux sur l'élaboration et l'acceptation d'un programme interétatique ciblé destiné à renforcer la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan.

Les problèmes de sécurité en Asie centrale sont également traités dans le plan actualisé d'action collective des États de l'OTSC visant à mettre en œuvre la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies pour la période 2019-2021.

Le principal enseignement que nous pouvons tirer de notre expérience en matière de lutte contre le terrorisme est que nous devons intensifier nos efforts collectifs pour lutter contre le terrorisme, sans exception ni deux poids, deux mesures, sur la base de la stricte

application des résolutions du Conseil de sécurité sur la lutte contre le terrorisme et de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Nous jugeons important à cet égard d'agir conformément au Code de conduite pour un monde exempt de terrorisme, qui a été lancé par le Kazakhstan à l'ouverture de la soixante-treizième session de l'Assemblée générale (voir A/73/PV.13) et accueilli favorablement par la plupart des pays.

Dans l'ensemble, nous nous félicitons de l'évolution de notre coopération avec le Bureau de lutte contre le terrorisme, ainsi qu'avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, dans le cadre des mémorandums existants, et nous préconisons l'élargissement de cette coopération. Il est utile et efficace d'avoir des contacts avec le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés; le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste; et le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011).

À cet égard, nous voudrions exprimer notre gratitude pour l'évaluation qui a été faite du travail accompli par l'OTSC dans la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, telle que définie dans la résolution 73/331 sur la coopération entre l'ONU et l'OTSC.

Nous estimons qu'assurer la sécurité dans la zone de responsabilité de l'OTSC est susceptible de contribuer grandement à consolider les efforts des organisations internationales et régionales. Cependant, au niveau politique, les acteurs et les régions se comportent parfois d'une manière plus autonome, ce qui se traduit par des processus moins unifiés qu'on ne le penserait dans certaines régions. Pour dire les choses de façon imagée, de la même manière que nous nous penchons sur des cartes à petite échelle, nous devrions également regarder sur celles à grande échelle plus détaillées pour voir la situation dans son ensemble. Si nous adoptons une approche exhaustive aux plans mondial et régional face aux questions touchant à la sécurité internationale, notamment celle de la lutte contre le terrorisme, il importe de veiller à ne pas voir ces éléments comme étant contraires, mais plutôt de chercher des liens entre le général et le spécifique.

Pour terminer, alors que la communauté internationale – les organisations régionales et

internationales en particulier – consolide ses efforts de lutte contre le terrorisme, je voudrais demander aux Ministres des affaires étrangères des États membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord d'entendre et de répondre à la lettre ouverte des Ministres des affaires étrangères des États de l'OTSC leur demandant d'accroître la confiance et de favoriser la coopération sur les questions touchant à la lutte contre les menaces et les défis mondiaux. L'appel a été lancé par le Conseil des Ministres des affaires étrangères de l'OTSC en mai et repercuté ici à l'ONU. Nous continuons d'espérer qu'il sera entendu.

Le Président (parle en russe) : Je remercie M. Semerikov de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Ivanov.

M. Ivanov (parle en russe) : Il m'est agréable de souhaiter, au nom du Comité exécutif de la Communauté d'États indépendants (CEI), la bienvenue à celles et ceux qui participent à la présente séance.

L'un des domaines prioritaires de la coopération entre les États membres de la CEI est d'assurer la sécurité, qui est basée sur des avis convergents concernant les menaces et les défis externes existants et sur la détermination d'y faire face collectivement. La coopération en matière de sécurité s'est désormais plus consacrée à la lutte contre le terrorisme au cours des dernières années. Elle repose sur une base normative et juridique et sur un système efficace de coopération entre organismes compétents.

Les États membres améliorent et développent constamment ces deux composantes en fonction de l'évolution des demandes et des besoins de notre époque. L'année dernière, l'accord sur le partage de l'information au sein de la CEI pour lutter contre le terrorisme et d'autres formes d'extrémisme violent est entré en vigueur, tout comme l'accord de coopération et de lutte contre l'activité criminelle dans le domaine des technologies de l'information. Ces documents permettent un suivi concret du partage de l'information, renforcent la coopération en matière de lutte contre le terrorisme et permettent d'optimiser les efforts et toute la gamme d'activités de répression que mènent les entités spécialisées et les organes compétents des États sur le territoire de la CEI afin d'identifier et de prévenir les crimes liés au terrorisme et d'ouvrir des enquêtes à leur sujet et les régler.

Des mesures sont en train d'être prises au sein de la CEI pour éliminer les conditions qui contribuent

19-29200 7/42

financement d'activités terroristes. Tel l'objectif de la coopération en matière de lutte contre la légalisation de profits engrangés par des moyens illicites, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Nous mettons en oeuvre avec succès le programme de coopération et de lutte contre le terrorisme et d'autres manifestations de l'extrémisme élaboré par les Etats membres de la CEI pour la période 2017-2019. En octobre, nous prévoyons d'approuver un programme similaire pour la période 2020-2022, qui portera essentiellement sur la prise de mesures opérationnelles de prévention conjointes et la conduite d'opérations spéciales et sur l'échange d'informations à titre préventif, des pratiques optimales et des données d'expérience de coopération avec d'autres organisations internationales. Tout en mettant en oeuvre le programme, nous prenons des mesures conjointes contre les individus qui cherchent à entrer sur le territoire des États membres de la CEI après avoir participé aux activités d'organisations terroristes. Nous coopérons activement pour identifier et contrer le flux de fonds provenant d'activités économiques criminelles contrecarrer les tentatives d'utilisation de ces fonds pour financer le terrorisme.

Tout en préservant et renforçant le rôle de l'application de la loi, les organes compétents coopèrent activement avec des membres de la société civile, le secteur privé, les médias, et des chefs religieux et traditionnels. Nous portons aussi une attention particulière à la lutte contre la propagation des idées extrémistes et le recrutement par les terroristes. Nous coopérons pour mettre au point, produire et fournir la technologie et du matériel modernes aux fins de la lutte contre le terrorisme. La technologie moderne est largement utilisée par les services spécialisés et d'autres organes compétents de la CEI pour échanger des informations sur les personnes impliquées dans des activités terroristes, les localiser, les arrêter au niveau des points de passage frontaliers dans le cadre de flux migratoires, enquêter sur les infractions relatives à l'informatique, et assurer la sécurité des grands événements internationaux, publics et sportifs, ainsi que du transport public et d'autres sites critiques.

La coopération entre les ministères de la défense et les organes de répression est en train de devenir un nouvel axe principal d'action. L'expérience en Syrie a montré que des opérations militaires menées en relation avec des opérations de maintien de l'ordre peuvent s'avérer efficaces dans la lutte contre le terrorisme. À cet égard, des exercices militaires

conjoints "Comradeship-in-arms – 2017" et "Issyk Kul – Counterterror-2018" ont été menés ces deux dernières années. Au cours de ces exercices l'accent a été mis sur l'élaboration de mesures conjointes des organes compétents en vue d'intervenir pour libérer des otages ou prévenir des actes de terrorisme en préparation, et sur une opération militaire simulée visant à bloquer et réduire à néant des groupes terroristes. Un exercice antiterroriste conjoint – « Ararat-Antiterror-2019» – est en cours. Pour assurer la stabilité aux frontières méridionales de la CEI, nous avons mis au point un mécanisme de coopération entre les organes compétents en cas de situation de crise.

Je voudrais souligner que la coopération entre les membres de la CEI en matière de lutte contre le terrorisme est menée avec d'importantes organisations internationales, notamment le Bureau de lutte contre le terrorisme de l'ONU, les organes compétents de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Organisation de Shanghai pour la coopération, l'Organisation du Traité de sécurité collective et le Groupe Eurasie de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Il n'y a pas de doute qu'une coopération en matière de lutte contre le terrorisme n'est efficace que si elle est basée sur un cadre juridique convenu. Un rôle de premier plan dans l'harmonisation de la législation nationale est joué par l'Assemblée interparlementaire des États membres de la CEI, qui s'emploie constamment à harmoniser les législations nationales en matière de lutte contre le terrorisme tout en recherchant de nouveaux moyens d'exécuter son mandat, comme l'a indiqué le Secrétaire général.

Nous avons toutes les raisons de croire que le travail que nous faisons est une contribution importante de la CEI à la sécurité régionale et mondiale, étant donné la menace terroriste croissante. Il est maintenant extrêmement important de renforcer la coopération internationale entre toutes les organisations régionales et d'améliorer leur état de préparation et leur efficacité opérationnelle. À cet égard, le débat d'aujourd'hui est important s'agissant d'élaborer des mesures conjointes aux fins de la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes.

Le Président (parle en russe) : Je remercie M. Ivanov de son exposé.

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie.

Aujourd'hui, nous sommes tous confrontés au problème du terrorisme, qui est plus aigu que jamais auparavant. Le terrorisme international, qui est dirigé par l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) et Al-Qaida, continue de semer peur et destruction aux quatre coins du monde. Du fait des activités terroristes, une situation très inquiétante règne au Moyen-Orient, notamment en Syrie et en Iraq. La menace terroriste émanant de cette région est en train de se répandre rapidement à travers le continent africain, notamment en Libye. L'Asie centrale, l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est sont aussi en train de devenir le théâtre d'actes terroristes barbares.

La question des combattants terroristes étrangers figure maintenant au premier rang de nos préoccupations, comme le Secrétaire général et mes collègues l'ont dit tout à l'heure. Les combattants terroristes étrangers sont en train de retourner dans leur pays d'origine ou de résidence ou de s'installer dans des pays tiers. De moins en moins d'États sont épargnés par la menace terroriste. À cet égard, je voudrais appeler l'attention du Conseil sur le fait qu'il y a quelques années, le Service fédéral de sécurité de mon pays a mis en place une banque de données internationale pour la lutte contre le terrorisme. Cinquante États et plusieurs organisations internationales, notamment INTERPOL, participent à cette initiative, qui permet véritablement de suivre à la trace les mouvements des combattants terroristes étrangers partout dans le monde. Nous appelons tout le monde à se joindre à cette très importante initiative.

La situation impose la nécessité de consolider les efforts de la communauté internationale pour contrer le terrorisme. En 2015, ici même à l'ONU, le Président Poutine a appelé à la création d'une large coalition antiterroriste (voir A/70/PV.13), sur la base de la Charte des Nations Unies et du droit international, sans politisation ni conditions préalables. Aujourd'hui, cette initiative s'avère encore particulièrement pertinente.

La politique de deux poids, deux mesures pratiquée par certains États rend difficile la réaction aux menaces modernes, y compris le terrorisme. Ignorer les principes d'une lutte collective et cohérente contre le terrorisme international est lourd de conséquences. Je tiens à souligner que l'utilisation d'entités terroristes à des fins politiques est inacceptable, et rien ne saurait la justifier.

Aujourd'hui, nous constatons la demande accrue d'une coopération approfondie avec les organisations régionales et sous-régionales, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies. Notre séance de ce matin est consacrée au rôle de l'Organisation du Traité de

sécurité collective (OTSC), de la Communauté d' États indépendants (CEI) et de l'Organisation de Shanghai pour la coopération (OSC) dans la lutte contre le terrorisme en coopération avec l'Organisation des Nations Unies. Ces entités régionales disposent d'une riche expérience dans la lutte contre les menaces terroristes et apportent une contribution considérable au renforcement de la stabilité sur l'ensemble du continent eurasiatique. Leurs activités pratiques garantissent la sécurité de leurs États membres et leurs efforts effectifs de lutte contre le terrorisme ont permis de stabiliser sensiblement la situation en Asie centrale. L'importance de ces efforts est réaffirmée en particulier dans les résolutions 73/331, 73/16 et 73/334, adoptées par consensus cette année par l'Assemblée générale, sur la coopération entre l'ONU et l'OTSC, la CEI et l'OSC, respectivement.

Parallèlement, nous sommes préoccupés par les attaques périodiques de combattants terroristes étrangers sur le territoire des pays d'Asie centrale, ainsi que par les opérations de recrutement menées par diverses entités terroristes dans la région, y compris celles associées à l'EIIL. L'un des aspects les plus importants du travail de l'OTSC est la lutte contre la participation des citoyens aux activités terroristes à tous les stades, de l'endoctrinement idéologique au retour des combattants terroristes étrangers de régions où l'activité terroriste a augmenté après avoir acquis une expérience « terroriste». Des mesures concrètes sont prises pour bloquer le recrutement dans les groupes terroristes et pour lutter contre l'immigration clandestine. Une grande attention est accordée à l'identification des menaces sur Internet, qui est devenu un outil de diffusion des idéologies extrémistes.

L'interaction entre le secrétariat de l'OTSC et l'ONU devient de plus en plus importante dans le domaine de la lutte antiterroriste. Le mémorandum d'accord entre le secrétariat de l'OTSC et le Bureau de lutte contre le terrorisme (BLT) des Nations Unies est mis en œuvre avec succès. Lors de son prochain sommet en novembre, l'on examinera le plan d'action de l'OTSC pour la période allant de 2019 à 2021 visant à poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, à laquelle l'OTSC contribue régulièrement.

L'OSC joue un rôle important pour assurer la stabilité dans la région. Sa priorité est de renforcer la sécurité dans la région, notamment en luttant contre l'extrémisme, le terrorisme et le séparatisme. Les ministères de la défense des États membres participent

19-29200 9/**42**

également à des exercices de lutte contre le terrorisme. Comme le Secrétaire général de l'OSC l'a mentionné plus haut, l'Organisation a rassemblé un solide ensemble de documents juridiques réglementant divers aspects des activités antiterroristes nationales de ses États membres. Je tiens à rappeler la Convention sur la lutte contre l'extrémisme, adoptée en 2017 au plus haut niveau, qui consacre les principes fondamentaux de la coopération internationale dans ce domaine, ainsi que les rôles et responsabilités décisifs incombant aux États. La Convention est ouverte à l'adhésion de tous les États intéressés, et nous les invitons à le faire. Je voudrais également noter que l'Instance régionale de lutte contre le terrorisme de l'OSC, dont l'Eurasie a cruellement besoin, fonctionne avec efficacité. En mars, un mémorandum de coopération a été signé entre l'Instance régionale de lutte contre le terrorisme de l'OSC et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité.

L'OTSC et l'OSC portent une attention particulière aux menaces émanant de l'Afghanistan, y compris celles qui pèsent sur la région de l'Asie centrale. Le nord de l'Afghanistan risque de devenir un nouveau tremplin pour les organisations terroristes internationales dirigées par l'EIIL. Cela nécessite naturellement une aide extérieure appropriée pour aider l'Afghanistan à surmonter ces menaces et à relever ces défis. L'expérience de ces dernières années a montré qu'aucun plan de développement de la coopération économique entre l'Asie centrale et l'Afghanistan ne peut être mis en œuvre sans une réponse adéquate aux menaces émanant de cet État. Dans ce contexte, je note que, compte tenu de cette réalité, le Groupe de contact OSC-Afghanistan s'emploie à mettre en œuvre la feuille de route approuvée plus tôt cette année sur la coopération entre les États membres de l'OSC et Kaboul.

Le Centre de lutte contre le terrorisme de la CEI s'emploie depuis 2000 à assurer la coordination des activités menées par les structures de sécurité nationale, les services spéciaux et les services de détection et de répression de la lutte contre le terrorisme international. Le Centre travaille en étroite collaboration avec les comités des sanctions antiterroristes du Conseil de sécurité, la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et le BLT. J'espère que tous les pays et entités concernés poursuivront leurs travaux.

Je voudrais terminer en disant comme nous sommes satisfaits que l'OTSC, la CEI et l'OSC, comme leurs dirigeants l'ont réaffirmé aujourd'hui, sont disposées à approfondir encore la coopération avec l'ONU dans le domaine de la lutte contre le terrorisme afin de maintenir la paix et la sécurité tant régionales qu'internationales.

Je reprends maintenant mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne la parole au Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'État du Koweït.

Le cheik Al Sabah (Koweït) (parle en arabe): Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, mon ami et Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, ainsi que votre pays ami pour la compétence et le professionnalisme avec lesquels vous dirigez le Conseil de sécurité ce mois-ci. Je voudrais également remercier M. António Guterres, M. Vladimir Norov, M. Valery Semerikov et M. Sergey Ivanov pour leurs précieux exposés aujourd'hui.

Le sujet d'aujourd'hui - Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales – est d'une grande importance pour l'État du Koweït. Ainsi, au cours de notre présidence du Conseil en juin, nous avons organisé une séance d'information de haut niveau sur la coopération entre l'ONU et la Ligue des États arabes et les moyens nécessaires pour renforcer cette coopération (voir S/PV.8548). Dans ce contexte, nous encourageons le Conseil de sécurité à tenir davantage de séances pour examiner et promouvoir la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales, ce qui permettrait de promouvoir de nombreux principes, dont les plus importants sont le multilatéralisme, la diversité et le dialogue, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies.

L'expérience a montré qu'aucun pays ne peut à lui seul faire face aux défis contemporains de plus en plus divers, complexes et interdépendants auxquels notre monde est aujourd'hui confronté, tels que le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues et de personnes, notamment. Pour relever efficacement ces défis, nous avons besoin de mener des efforts concertés et collectifs et de mettre en place des cadres régionaux solides pour prévenir les conflits et assurer le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix. C'est pourquoi nous soulignons une fois de plus le rôle important des organisations régionales et sous-régionales, compte tenu de leur proximité et de leur connaissance de l'histoire et de la culture de leurs

régions et de leurs points communs, qui les rendent mieux à même de comprendre la nature des conflits et différends régionaux.

L'Asie centrale est une région vitale et prometteuse, grâce à son importance géostratégique et à ses ressources naturelles. Les trois organisations régionales dont nous discutons aujourd'hui — la Communauté d'États indépendants, l'Organisation du Traité de sécurité collective et l'Organisation de Shanghai pour la coopération — ont des liens étroits avec les pays d'Asie centrale. Elles jouent un rôle important en galvanisant les efforts collectifs visant à relever les défis auxquels ces pays sont confrontés.

Le terrorisme et l'extrémisme violent sont deux des formes les plus odieuses de criminalité et de menaces à la paix et à la sécurité internationales, visant de nombreux civils innocents, dont des femmes et des enfants. Compte tenu de la menace croissante du terrorisme pour la sécurité mondiale et de l'évolution des modes opératoires des opérations et manifestations terroristes, ainsi que du recrutement de nouveaux éléments terroristes, les pays et organisations doivent poursuivre et intensifier leurs efforts pour promouvoir leurs capacités antiterroristes.

Le phénomène des combattants terroristes étrangers ne fait qu'aggraver ces menaces. La montée de ce phénomène et le nombre croissant d'individus qui rejoignent les rangs des terroristes sont une source de vive préoccupation, en particulier pour les pays d'origine, de transit et de destination.

L'ONU et ses instances chargées de la lutte contre le terrorisme, notamment le Conseil de sécurité, le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste, la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, le Bureau de lutte contre le terrorisme et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ont tous un rôle essentiel à jouer pour élaborer des politiques et des stratégies internationales sur la base de cadres juridiques internationaux, notamment les résolutions du Conseil, les résolutions de l'Assemblée générale et les traités et conventions internationaux pertinents.

En dépit de toutes ces mesures qui ont été prises au niveau international, nous avons besoin d'une coopération régionale renforcée et efficace. Nous saluons le rôle important que joue le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, qui sert de pont entre les pays d'Asie centrale et qui les réunit à des fins de négociation et de dialogue, qui se sont avérés très efficaces.

Nous nous félicitons également de la coopération et de la coordination entre le Centre et les trois organisations régionales. Le Centre joue un rôle important en matière de coopération avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et d'appui aux efforts visant à promouvoir la sécurité et la stabilité en Afghanistan, en coopérant avec ce pays dans différents domaines, notamment la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et la criminalité organisée, y compris le trafic de drogues.

Nous espérons que cette coopération entre le Centre et les organisations régionales permettra d'appuyer l'Afghanistan sur le plan économique et en matière de développement. La sécurité et la stabilité en Afghanistan contribueraient à la paix et à la sécurité internationales et régionales. Cela fait longtemps que l'Afghanistan est confronté au terrorisme et à l'extrémisme violent, qui ont des incidences négatives sur tous les aspects de la vie en Afghanistan, y compris son développement.

Nous devons saisir cette occasion pour aider l'Afghanistan à relever ces défis en encourageant les parties concernées à parvenir à un accord de paix permettant d'ouvrir la voie à une feuille de route pour une réconciliation nationale globale et inclusive, en vue du rétablissement de la stabilité et de la sécurité en Afghanistan. À cet égard, nous saluons les efforts déployés par la MANUA et nous nous félicitons de l'adoption par le Conseil de sécurité, tout récemment, de la résolution 2489 (2019) portant prorogation de son mandat.

L'État du Koweït est membre de plusieurs organisations régionales, comme le Conseil de coopération du Golfe, la Ligue des États arabes et l'Organisation de coopération islamique. Nous estimons que ces organisations doivent assumer leurs responsabilités pour faire face aux défis que je viens d'évoquer, sur la base des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Ces organisations ont adopté une série de stratégies et de plans et déployé des efforts considérables à cet égard. À titre d'exemple, ces organisations ont contribué collectivement à l'adoption d'instruments et de conventions antiterroristes pertinents et adopté des stratégies pour promouvoir les efforts de leurs États membres en matière de lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, à ériger en infraction les idéologies

19-29200 11/**42**

extrémistes et à mettre en place une base de données sur le terrorisme et les organisations terroristes. Ces organisations ont également sensibilisé le public par l'intermédiaire des médias sociaux et des centres de modération. Par ailleurs, elles se sont employées à renforcer le rôle des jeunes et de la famille et ont lancé des programmes visant à réintégrer les personnes de retour des zones de conflit.

Pour terminer, mon pays espère que ces négociations et discussions déboucheront sur de nouvelles propositions et stratégies visant à renforcer la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales en vue de consolider notre capacité collective à faire face efficacement et rapidement aux défis et aux menaces à la paix et à la sécurité internationales.

Le Président (parle en russe): Je donne maintenant la parole au Vice-Premier Ministre et Ministre des finances et de la coopération au développement de la Belgique.

M. De Croo (Belgique) : Comme d'autres, je voudrais, au nom de la Belgique, remercier le Secrétaire général ainsi que les autres orateurs de leurs exposés.

Nous accueillons favorablement la coopération constructive entre l'Organisation de coopération de Shanghai, la Communauté d'États indépendants et l'Organisation du Traité de sécurité collective et l'ONU. Cette bonne coopération s'illustre notamment par l'assistance précieuse fournie à la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme par ces organisations lors de ses visites aux États Membres.

Il est essentiel que les partenariats entre l'ONU et les organisations régionales soient ancrés dans les cadres onusiens tels que la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et les résolutions du Conseil de sécurité et intègrent pleinement les valeurs de l'ONU. Toutes les mesures prises par les États Membres pour combattre le terrorisme doivent s'inscrire dans le plein respect des obligations en droit international, y compris les droits de l'homme, le droit international des réfugiés et le droit international humanitaire. En effet, tout non-respect de ces garanties essentielles risque de compromettre le succès de la lutte contre le terrorisme et contribuer à alimenter le terreau de l'extrémisme violent.

Une lutte efficace contre le terrorisme implique une approche résolument holistique, où prévention, répression et devoir de diligence vont de pair; une approche qui inclut le renforcement de la société civile, qui promeut l'inclusion socio-économique et qui évite la polarisation des communautés. Seule cette méthode sera de nature à renforcer la résilience de nos sociétés contre l'extrémisme violent et le terrorisme. À cet égard, je tiens à exprimer ma sincère gratitude pour le travail accompli par le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive de l'Asie Centrale et la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Natalia Gherman.

Frappée par plusieurs attaques meurtrières sur son sol, l'Union européenne a développé un cadre de lutte antiterroriste global. La protection des citoyens, la prévention de la radicalisation et la coopération avec les partenaires internationaux sont au cœur de cette lutte antiterroriste. La preuve de l'importance que nous accordons à la coopération de l'Union européenne et l'ONU réside dans la signature du cadre de lutte contre le terrorisme entre les deux partenaires en avril dernier. Ce cadre est basé sur la Charte des Nations Unies et prône le renforcement du droit international ainsi que le respect de l'état de droit et des droits de l'homme. Les partenaires visent notamment à accroître leur engagement respectif en Asie centrale, en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est. C'est dans un esprit holistique que l'Europe développe ces efforts de lutte contre le terrorisme avec les États partenaires de la région.

Avec le programme STRIVE ASIA visant à renforcer la résilience contre la violence et l'extrémisme, l'Union européenne s'attaque aux racines de la radicalisation. Accroître le rôle des femmes, promouvoir le dialogue entre les communautés et renforcer les capacités des médias et du secteur de l'éducation pour faire face aux idéologies extrémistes sont au cœur de ce projet. Le programme est également une belle illustration d'une coopération étroite entre l'ONU et les organisations régionales. La réalisation de STRIVE ASIA se fait grâce à un partenariat efficace entre l'Union européenne, le Bureau de lutte contre le terrorisme, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le Programme des Nations Unies pour le développement.

Le programme fait partie intégrante de la stratégie récemment approuvée par l'Union européenne pour l'Asie centrale, qui vise à relever des défis communs tels que la dégradation de l'environnement et le terrorisme et à renforcer la coopération avec nos partenaires de la région afin de promouvoir la paix en Afghanistan. En tant que donateur, l'Union européenne a consacré plus

d'un milliard d'euros d'aide bilatérale et régionale au cours de ces sept dernières années.

Le terrorisme n'est pas un concept abstrait. C'est une tragédie qui tue quotidiennement et sans discrimination des civils, qu'ils soient femmes, hommes ou enfants. Nous devons à nos populations et surtout aux populations les plus touchées, comme en Afghanistan, de répondre conjointement à cette menace, sans jamais oublier les valeurs fondatrices de l'ONU.

Le Président (parle en russe) : Je donne maintenant la parole au Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine.

M. Wang Yi (Chine) (parle en chinois): Je voudrais tout d'abord remercier la Russie d'avoir organisé le débat ministériel d'aujourd'hui. J'ai écouté attentivement les déclarations du Secrétaire général Guterres, du Secrétaire général Norov, du Secrétaire général par intérim Semerikov et du Secrétaire exécutif adjoint Ivanov, et je salue la coopération mise en place entre l'ONU, l'Organisation de Shanghai pour la coopération, la Communauté d'États indépendants et l'Organisation du Traité de sécurité collective en matière de lutte contre le terrorisme.

Le terrorisme est l'ennemi public de l'humanité et la lutte contre le terrorisme est notre responsabilité à tous. Nous continuons d'être confrontés à une situation complexe et difficile. Le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme restent omniprésents, s'infiltrant de plus en plus dans la société et s'y enracinant. Le lien étroit entre le terrorisme et l'extrémisme est plus évident que jamais. C'est pourquoi il faut renforcer et non affaiblir la coopération internationale contre le terrorisme. Nous prendre conscience que nous faisons partie d'une communauté mondiale unie par un même destin. Partant, nous devons adopter une approche holistique et apporter ensemble des réponses, en nous attaquant à la fois aux symptômes et aux causes profondes du terrorisme. Promouvoir des règlements politiques est la meilleure solution pour résoudre les problèmes dans les points chauds, et les différentes civilisations et religions devraient vivre en harmonie sur la base du respect mutuel.

Voilà près de 20 ans, depuis l'attentat du 11 septembre 2001, que la communauté mondiale lutte contre le terrorisme. L'expérience acquise et les enseignements tirés dans ce cadre doivent être examinés de près. À l'heure où nous sommes confrontés à une

nouvelle résurgence du terrorisme à travers le monde, il est important que nous prenions les mesures suivantes.

Premièrement, nous devons appliquer des normes uniformes et maintenir la pression. Toutes les activités terroristes doivent être combattues avec détermination, quels que soient les auteurs et les motifs et où qu'elles aient lieu. Il ne doit y avoir aucun deux poids, deux mesures, aucune sélectivité dans cette lutte. Personne ne doit utiliser les forces terroristes à des fins géopolitiques, et encore moins associer le terrorisme à un pays, une ethnie ou une religion en particulier.

Deuxièmement, nous devons fixer des priorités claires et nous attaquer à l'utilisation d'Internet à des fins terroristes. Internet n'est pas au-dessus de la loi et il ne doit pas servir de refuge aux terroristes. Nous devons empêcher les groupes terroristes d'utiliser Internet à des fins de propagande, de recrutement, de financement, d'incitation ou pour s'organiser.

Troisièmement, nous devons accorder davantage d'attention à la prévention et à l'élimination des causes profondes du terrorisme. Nous devons prendre des mesures énergiques en matière de déradicalisation afin de stopper la propagation des idées extrémistes et éliminer ainsi le terreau fertile dont se nourrit le terrorisme. Nous devons promouvoir des échanges et un dialogue entre les civilisations fondés sur l'égalité, le respect et la tolérance et rejeter l'idée du prétendu choc des civilisations, pour ne laisser aux forces terroristes aucun espace exploitable. Surtout, nous devons poursuivre le développement, en particulier le développement durable, si nous voulons éliminer le terrorisme une fois pour toutes.

Quatrièmement, nous devons renforcer la coopération et donner à l'ONU les moyens de jouer le rôle central qui est le sien. La lutte contre le terrorisme exige les efforts individuels des États Membres mais, parallèlement, l'ONU et le Conseil de sécurité doivent jouer pleinement leur rôle clef afin de garantir une meilleure coordination aux niveaux national, régional et mondial. À cet égard, il est primordial de mettre pleinement en œuvre la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

L'ONU et des organisations régionales telles que l'Organisation de Shanghai pour la coopération, la Communauté d'États indépendants et l'Organisation du Traité de sécurité collective ont une responsabilité particulière dans la lutte contre le terrorisme. Nous

13/42

devons renforcer les synergies grâce à une coopération accrue et contribuer conjointement au maintien de la paix mondiale et de la stabilité régionale.

Sous la direction du Secrétaire général adjoint Voronkov, le Bureau de lutte contre le terrorisme accomplit un excellent travail. Il a accueilli une série de réunions de haut niveau cette année et a obtenu des résultats positifs. La Chine fournit un appui au Bureau afin qu'il puisse continuer de s'acquitter de son rôle de coordination et organiser une semaine antiterroriste à l'ONU en juin de l'année prochaine. Nous sommes prêts à envisager favorablement la possibilité d'accueillir en Chine une réunion de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme. La Chine restera profondément impliquée dans la coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme. Nous sommes disposés à travailler avec tous les autres pays pour empêcher les terroristes de trouver refuge, pour garantir une vie sûre et heureuse à notre peuple, et pour faire de notre monde un lieu pacifique et sûr pour tous.

Les efforts de la Chine en matière de lutte contre le terrorisme et de déradicalisation forment une composante importante de la lutte mondiale contre le terrorisme, et ont apporté une contribution précieuse aux progrès mondiaux dans ce domaine. Je voudrais citer quelques chiffres. Entre 1990 et 2016, la région autonome ouïghoure du Xinjiang a été le théâtre de violentes activités terroristes, avec des attentats sanglants qui se comptaient par milliers, allant jusqu'à un par jour au plus fort de la crise. Mais depuis ces trois dernières années, il n'y a pas eu un seul attentat au Xinjiang. Qu'est-ce qui a fait changer les choses? Ce sont les mesures énergiques prises par le Gouvernement de la région autonome, qui s'est notamment inspiré de l'expérience réussie d'autres pays et a mis en place une campagne de lutte contre le terrorisme et la déradicalisation basée sur la prévention et sur le respect de la loi. Ces efforts ont effectivement permis de stopper les fréquents attentats terroristes et de préserver et garantir le droit à la subsistance, le droit au développement et les autres droits fondamentaux des quelque 25 millions d'habitants du Xinjiang. Ces mesures ont été appuyées et approuvées par des représentants de tous les groupes ethniques au Xinjiang et dans toute la Chine. Tous les étrangers qui sont allés au Xinjiang ont pu le constater.

Les progrès obtenus montrent que les mesures de déradicalisation dans le Xinjiang ont été très efficaces. Elles constituent des expériences utiles en matière de prévention du terrorisme et sont un exemple de mesures

concrètes de mise en œuvre du Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent, en plus d'être une importante contribution de la Chine à la lutte mondiale contre le terrorisme. Les États-Unis et d'autres pays occidentaux ont refusé de le reconnaître et, dans la droite ligne de leurs visées politiques, ont orchestré des campagnes de dénigrement contre les mesures légitimes prises par la Chine. La Chine s'oppose fermement à ces manœuvres, et la communauté internationale devrait elle aussi désapprouver de tels agissements.

Le Président (parle en russe): Je donne maintenant la parole à la Ministre des relations internationales et de la coopération de la République d'Afrique du Sud.

M^{me} **Pandor** (A frique du Sud) (*parle en anglais*) : Je vous remercie d'avoir convoqué la séance, Monsieur le Président. Qu'il me soit permis aussi de vous féliciter pour votre rôle de président du Conseil.

Je tiens tout d'abord à remercier de leurs exposés le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ainsi que les représentants des diverses organisations invitées à participer à cette discussion.

Le débat d'aujourd'hui nous offre l'occasion de réaffirmer l'utilité de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales pour relever les défis qui se posent à la paix et à la sécurité, notamment le fléau du terrorisme. Le terrorisme continue de représenter une menace pour nos populations et, sur le continent africain, il a commencé à faire dérailler nos efforts collectifs pour instaurer la paix, la sécurité et le développement durable.

Les attentats terroristes qui continuent d'être perpétrés à travers le monde nous ont montré qu'aucun pays, aucune région n'est à l'abri de cette menace et qu'il n'existe aucune solution immédiate pour endiguer le terrorisme et ses conséquences dévastatrices. Pour venir à bout de ce fléau, il nous faut, en plus de nos efforts nationaux, renforcer la coopération et la coordination internationales, régionales et sous-régionales.

Un cadre multilatéral, ancré dans l'ONU, demeure indispensable pour prévenir et contrer cette menace aux dimensions multiples et en constante évolution. Avec sa composition quasi universelle, l'Organisation des Nations Unies est la mieux placée pour encourager la coopération à travers le monde et pour aider les États Membres et les régions à mettre en œuvre les quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale. La mise en commun des expériences et des informations et l'adoption des pratiques optimales pour faire face à nos

menaces communes contribuent de manière concrète au développement et à l'amélioration de nos capacités. Elles améliorent également l'efficacité de la lutte contre le terrorisme dans nos contextes spécifiques.

Nous considérons les organisations régionales comme des partenaires clefs de l'ONU dans cette tâche importante. L'Afrique du Sud a toujours accordé la priorité à un partenariat stratégique renforcé entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales, non seulement dans la lutte contre le terrorisme, mais aussi dans la prévention et le règlement des conflits. Durant son mandat au Conseil, mon pays s'efforce sans relâche de resserrer le partenariat entre l'ONU et l'Union africaine. Cela est lié au volume de conflits africains inscrits à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, mais aussi à la menace que fait de plus en plus peser le terrorisme dans toute l'Afrique.

En fonction des régions, la menace que posent les groupes terroristes et/ou le retour et la réinstallation de combattants terroristes étrangers est vécue différemment. Nous encourageons l'établissement de partenariats avec les organisations régionales, compte tenu de leur compréhension des dynamiques locales et régionales et des moyens nécessaires pour traiter le problème. À cet égard, la communauté internationale doit parvenir à appuyer les efforts déployés par les organisations régionales pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent, notamment en partageant les expériences et en apportant une assistance technique et des ressources suffisantes pour le renforcement des capacités.

Tandis que nous envisageons des solutions face à cette terrible menace, il est indispensable de comprendre et de traiter les causes profondes et conditions à l'origine du terrorisme. Nous devons chercher des solutions politiques visant à régler les conflits de longue date, afin de créer les conditions nécessaires à la stabilité et à un avenir meilleur à long terme. Nous devons nous efforcer de remédier à la marginalisation de certains pans de la population, ainsi qu'aux disparités socioéconomiques et politiques.

Le plus souvent, une situation de conflit s'accompagne également d'un état de droit insuffisant, ce qui donne aux terroristes la marge de manœuvre nécessaire pour s'ancrer davantage et étendre leurs activités. Nous en avons été témoins sur le continent africain, avec les effets dévastateurs des activités terroristes au Sahel à la suite du conflit en Libye,

associé à la libre circulation des armes et à la montée en puissance des groupes terroristes.

L'Union africaine s'est montrée proactive face à la menace terroriste, comme en témoignent ses cadres normatifs élaborés depuis 1999, en premier lieu desquels citons la Convention de l'Organisation de l'unité africaine sur la prévention et la lutte contre le terrorisme, et son protocole de 2004, ainsi que la stratégie antiterroriste qu'elle a adoptée en 2015. De même, dans notre propre région, la Communauté de développement de l'Afrique australe a elle aussi adopté son cadre et sa stratégie antiterroristes en 2015. Au niveau national, l'Afrique du Sud a adopté sa stratégie nationale de lutte contre le terrorisme en 2013, et l'a assortie d'un plan d'action pour y donner suite.

L'Afrique du Sud considère que, du fait de la nature même du terrorisme, il est difficile d'en venir à bout par des moyens militaires ou par des mesures exclusivement coercitives. L'Afrique du Sud continue donc d'appuyer les initiatives de lutte contre le terrorisme qui mettent l'accent sur les mesures de prévention, en s'attaquant aux conditions à l'origine du terrorisme et en favorisant le dialogue, la tolérance, la diversité et la compréhension entre les peuples, cultures et religions.

L'Afrique du Sud entend continuer de collaborer avec tous les Membres de l'ONU, ainsi qu'avec l'Union africaine, la Communauté de développement de l'Afrique australe et les autres parties concernées, pour lutter contre le fléau du terrorisme et toutes ses manifestations connexes, aux niveaux régional et international.

Le Président (parle en russe) : Je donne maintenant la parole à la Ministre des affaires étrangères de la République d'Indonésie.

M^{me} Marsudi (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé cet important débat.

Le sujet n'est pas nouveau pour nous, mais il conserve toute sa pertinence aujourd'hui. L'Indonésie a donc fait de la lutte contre le terrorisme et des synergies entre l'ONU et les organisations régionales deux de ses quatre priorités durant son mandat au Conseil de sécurité. Je tiens à souligner une fois encore que le lien entre ces deux éléments est, de fait, pertinent dans le contexte actuel, en particulier pour faire face au phénomène actuel par lequel le mouvement terroriste mondial s'est transformé en petites cellules franchisées, lesquelles ont trouvé un terreau dans notre région et dans notre pays.

15/42

Une chose est sûre : le terrorisme endossera toujours de nouvelles formes pour trouver de nouveaux moyens de faire peser une menace sur le monde. C'est à nous qu'il incombe d'être prêts à le décourager. C'est pourquoi la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales est cruciale pour prévenir et combattre le terrorisme et protéger notre communauté contre toutes les menaces qu'il peut poser, maintenant et à l'avenir. Dans cet esprit, il y a au moins trois voies par lesquelles nous pouvons renforcer, étendre et améliorer la coopération dans ce domaine.

Premièrement, il s'agit de renforcer les efforts visant à prévenir la propagation de l'idéologie terroriste. Il ne doit pas y avoir aucune place, aucun espace ni aucune condition propice au développement de l'idéologie terroriste. Nous devons veiller à l'absence de toute condition préalable propre à permettre aux terroristes de propager leur idéologie. Ces conditions préalables parmi lesquelles citons les conflits prolongés, la pauvreté, l'intolérance religieuse, l'extrémisme violent, l'islamophobie et les mouvements nationalistes d'extrême-droite - doivent être réglées.

En ce qui concerne la prévention, nous devons garantir la pleine fonctionnalité du gouvernement, promouvoir la croissance et le développement socioéconomiques, encourager les sociétés inclusives et tolérantes et mettre en place des mécanismes d'alerte rapide, entre autres. Ces efforts doivent commencer au niveau national et peuvent être appuyés par des initiatives régionales et mondiales.

Deuxièmement, il faut renforcer les mécanismes régionaux et sous-régionaux de lutte contre le terrorisme. Il est impératif de mettre au point les outils et mécanismes idoines pour lutter contre le terrorisme et ses nombreuses manifestations. C'est pourquoi, en plus de la Convention de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) sur la lutte contre le terrorisme, et son plan d'action de 2012, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines ont également mis en place une coopération trilatérale pour faire face aux menaces transnationales distinctes que posent les groupes terroristes en mer de Sulu. Ce cadre permet de mener des exercices aériens, terrestres et maritimes conjoints et des patrouilles aux frontières, et a jusqu'à présent permis de réduire le nombre d'attaques et d'incidents terroristes en mer de Sulu.

Troisièmement, nous devons reproduire la stratégie menée au niveau mondial et l'aligner sur celles définies aux échelons sous-régional, régional et national.

Les efforts déployés au niveau multilatéral doivent étayer nos initiatives aux niveaux régional et national. C'est le cas dans notre région, où le Plan d'action du Secrétaire général pour la prévention de l'extrémisme violent a servi de point de référence principal pour élaborer le Plan d'action 2018-2025 de l'ASEAN pour prévenir et contrer la montée de la radicalisation et de l'extrémisme violent, lequel est lui-même devenu la première source de notre plan d'action national contre l'extrémisme violent.

Pour terminer, aucun pays ni région n'est à l'abri de la menace terroriste. Par conséquent, la coopération mondiale est le seul moyen pratique de la combattre. Notre séance de ce jour est très utile pour renforcer notre collaboration mondiale dans la lutte contre le terrorisme.

Le Président (parle en russe): Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères et de la coopération de la République de Guinée équatoriale.

M. Esono Angue (Guinée équatoriale) (parle en espagnol): Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, de votre conduite exemplaire de la présente séance. J'exprime également ma reconnaissance et mes remerciements à la présidence russe pour avoir organisé ce débat très opportun en application du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, qui nous permet de mettre en exergue le rôle des organisations régionales et sous-régionales dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Nous remercions par ailleurs le Secrétaire général António Guterres, M. Vladimir Norov, M. Valery Semerikov et M. Sergey Ivanov de leurs déclarations, qui donnent des exemples clairs de la contribution que la collaboration entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales peut apporter au renforcement des efforts mondiaux en vue de parvenir à une paix, une sécurité et un développement durables.

La République de Guinée équatoriale réaffirme que le terrorisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, constitue l'une des menaces les plus graves pour la paix et la sécurité internationales et que les actes terroristes sont des crimes injustifiables, quels qu'en soient les motifs et les lieux où ils sont commis. À cet égard, nous réaffirmons la nécessité de combattre le terrorisme par tous les moyens, dans le plein respect de la souveraineté des États et conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international, y compris les normes applicables des droits de l'homme, du droit des réfugiés et du droit humanitaire.

Le flux illicite constant et sans fin d'armes, en particulier d'armes légères et de petit calibre, vers des acteurs non étatiques contribue de manière significative à exacerber l'insécurité et la violence dans diverses parties de notre continent, sapant la cohésion sociale, le développement socioéconomique et le fonctionnement efficace des institutions. Mon pays, la Guinée équatoriale, a été victime en décembre 2017 d'une tentative d'attentat terroriste impliquant des éléments étrangers qui poursuivaient des visées politiques et économiques. Si cette tentative avait été couronnée de succès, elle aurait eu des conséquences désastreuses sur la sécurité et la stabilité de toute la sous-région d'Afrique centrale, étant donné le niveau d'intégration et d'interconnexion qui la caractérise.

Nous sommes convaincus que pour relever les défis qui se posent actuellement à la paix et à la sécurité, notamment le terrorisme, nous devons adopter une approche soutenue et globale. Cela suppose une participation et une collaboration actives, mais aussi une analyse des causes du problème auquel se heurtent tous les États et toutes les organisations internationales et régionales si nous voulons endiguer, affaiblir, isoler et neutraliser la menace terroriste.

Le rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et autres (S/2018/592), et les exposés que nous avons eu l'honneur d'entendre aujourd'hui illustrent clairement les avantages de la coopération entre ces institutions, en particulier pour les diverses régions et, dans le cas présent, pour les pays d'Europe orientale et d'Asie dans des domaines critiques comme la consolidation de la paix, la prévention de l'extrémisme violent et des conflits, la non-prolifération des armes de destruction massive, le désarmement et surtout le contrôle du flux des combattants terroristes étrangers.

Comme le stipule la Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité est responsable au premier chef du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Reconnaissant le rôle de chef de file qui revient au Conseil à cet égard, nous tenons à souligner que, comme les exposés l'ont montré, la collaboration entre le Conseil et les organisations régionales facilite l'échange d'informations, de bonnes pratiques et d'enseignements tirés, autant de facteurs clefs d'une réponse collective plus efficace dans la lutte commune contre le terrorisme. Ces initiatives contribuent à promouvoir la confiance entre les États concernés grâce aux efforts de coordination et

de renforcement mutuel de leurs capacités en matière de lutte contre le terrorisme.

Cette coordination contribue également à identifier les angles morts dans la lutte contre le terrorisme grâce à une meilleure compréhension et à une meilleure utilisation des connaissances et des perspectives locales, qui viennent appuyer l'engagement politique au niveau régional.

Nous saluons et encourageons à cet égard la collaboration croissante entre les organisations régionales, l'ONU, les bureaux des représentants spéciaux en poste dans ces régions, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Bureau de lutte contre le terrorisme et divers comités du Conseil de sécurité afin d'appuyer les travaux de l'Organisation du Traité de sécurité collective, de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et de la Communauté d'États indépendants dans le cadre de la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale portant sur la lutte contre le terrorisme.

Nous estimons que l'expérience en matière de lutte contre le terrorisme dont peuvent se targuer les trois organisations ici présentes, qui représentent un pourcentage important de la population et du territoire du monde et englobe plusieurs de ses États, est importante pour l'élaboration et le renforcement d'initiatives similaires dans d'autres régions, notamment en Afrique. Pendant la présidence de la République de Guinée équatoriale, en février 2019, ma délégation a organisé un débat public sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales, sur le thème « Faire taire les armes en Afrique », dont l'approche était similaire à celle du débat d'aujourd'hui (voir S/PV.8473).

Nous pensons qu'il est important de consolider les relations entre le Conseil de sécurité et les organisations régionales et de les rendre plus stratégiques. Étant donné la mobilité des combattants terroristes étrangers en Asie, dont beaucoup viennent d'Afrique et d'autres régions ou y retournent, nous encourageons les organisations à coordonner leurs efforts avec leurs homologues d'autres régions, en particulier en Afrique. À cet égard, nous nous félicitons des efforts de collaboration entre l'Instance régionale de lutte contre le terrorisme de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et le Centre africain pour l'étude et la recherche sur le terrorisme de l'Union africaine, et encourageons des initiatives similaires en vue de renforcer la sécurité et la stabilité régionales.

17/**42**

Nous prenons également note des efforts déployés à l'échelle mondiale par les États membres des trois organisations, notamment ceux du Kazakhstan, pour renforcer la lutte mondiale contre le terrorisme par le biais du Code de conduite pour un monde exempt de terrorisme, de 2018, auquel la République de Guinée équatoriale a eu l'honneur d'adhérer.

Pour terminer, nous devons impérativement reconnaître la nécessité d'investir dans les causes profondes du terrorisme et des conflits et, partant, dans un développement et une paix durables et équitables, notamment par le biais de l'autonomisation des femmes, des jeunes et des communautés les plus vulnérables. Ce faisant, nous serons en mesure d'élaborer un discours convaincant contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Nous notons que l'Organisation du Traité de sécurité collective, l'Organisation de Shanghai pour la coopération et la Communauté d'États indépendants œuvrent en ce sens.

Dans le droit fil de la déclaration à la presse du Conseil (SC/13179), nous encourageons l'ONU et ces organisations à intensifier leur coopération et leur coordination afin de renforcer la capacité de ces régions de surmonter les défis en vue d'instaurer la paix, la stabilité et le développement durable pour le bien des peuples. Nous les incitons à poursuivre cet important travail afin que nous puissions tous apprendre à élaborer des réponses collectives novatrices pour faire face aux nouvelles menaces terroristes.

Le Président (parle en russe) : Je donne maintenant la parole au Ministre des relations extérieures de la République dominicaine.

M. Vargas Maldonado (République dominicaine) (parle en espagnol): Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité. C'est un plaisir pour moi d'être à nouveau au Conseil pour débattre de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales aux fins de la lutte contre la menace terroriste internationale.

Nous sommes particulièrement reconnaissants au Secrétaire général António Guterres de son exposé, qui nous a transmis des informations importantes. Nous remercions également les autres intervenants présents aujourd'hui de leurs exposés didactiques.

Le terrorisme est une menace latente aux effets cruels et inhumains, qui est susceptible de compromettre la paix et la sécurité internationales. Le problème des combattants terroristes étrangers et de leur retour au pays, la radicalisation, le recrutement sur Internet et le financement des activités terroristes continuent de représenter une grave menace pour le développement et le bien-être de nos peuples. C'est pourquoi ces questions restent prioritaires, non seulement pour le Conseil, mais aussi pour les différents forums multilatéraux de discussion.

Il a été démontré que la coopération bilatérale et multilatérale est essentielle dans la lutte contre le terrorisme. En tant qu'État, nous mesurons l'importance que revêt la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales pour le suivi, la saisie, la confiscation et le recouvrement des avoirs provenant d'activités illicites. Notre pays collabore activement avec le Groupe d'action financière d'Amérique latine à l'amélioration continue des politiques de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent, ainsi qu'au recouvrement des avoirs par le truchement du Réseau interinstitutions pour le recouvrement des avoirs dans la région des Caraïbes.

De plus, en juillet, la République dominicaine est officiellement devenue membre du Groupe Egmont, représenté par notre cellule de renseignement financier. Ces organisations contribuent sans aucun doute de manière significative à l'élaboration et à la mise en œuvre de normes au niveau national aux fins du renforcement des capacités des États, de la création d'outils et de l'application des normes internationales, régionales et sous-régionales.

La lutte contre le terrorisme est également une lutte pour la stabilité politique, la défense des droits de l'homme, le développement et la prospérité. Nous saluons donc le travail des organisations régionales et sous-régionales, en particulier l'action du Comité interaméricain contre le terrorisme, qui fournit aux membres de l'Organisation des États américains une assistance législative dans les domaines suivants : terrorisme et son financement, application de la résolution 1540 (2004), sécurité maritime et portuaire, cybersécurité et sécurité du tourisme.

Nous considérons que pour assurer la continuité d'une relation de collaboration fructueuse, ces organisations ayant des objectifs communs doivent toujours avoir comme référence l'ONU, le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire. Il est impératif que ces organisations observent et respectent les résolutions du Conseil et de l'Assemblée générale, et qu'elles

collaborent étroitement avec le Bureau de lutte contre le terrorisme, la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Comité créé par la résolution 1988 (2011) concernant l'Afghanistan et les Taliban, et le Comité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés.

La République dominicaine réaffirme son attachement à la lutte pour un monde de paix, où nos peuples puissent vivre dans des sociétés inclusives, justes, offrant des opportunités et respectueuses des libertés et des droits fondamentaux. Nous exhortons la communauté internationale, en particulier les membres du Conseil, à continuer d'unir leurs efforts et à nouer des alliances stratégiques pour éliminer le terrorisme afin de bâtir un monde meilleur pour les générations futures et de rendre honneur et justice à celles et ceux qui ont perdu la vie en raison de ces actes lâches.

Le Président (parle en russe) : Je donne maintenant la parole au Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Europe et des affaires étrangères de la France.

M. Lemoyne (France): Permettez-moi, Monsieur le Président, de commencer par remercier le Secrétaire général de l'ONU et les représentants de l'Organisation du Traité de sécurité collective, de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et de la Communauté d'États indépendants pour leurs présentations des actions menées par leurs organisations respectives.

Le terrorisme est aujourd'hui l'une des plus grandes menaces à la paix et à la sécurité internationales, et cette menace persiste. Malgré la perte de son ancrage territorial, Daech – pour ne citer que cette entité – continue de poser une menace sérieuse à la paix et à la sécurité internationales, notamment à travers ses filiales et les attaques qu'il continue d'inspirer. La lutte contre le terrorisme est donc au centre de l'action du Conseil. Elle requiert de la part des États et de la communauté internationale dans son ensemble une réponse organisée, ferme et unie. Elle ne peut être efficace que si elle respecte pleinement les droits de l'homme, conformément à la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies adoptée par les 193 États Membres.

Au plan mondial, l'ONU a un rôle majeur et croissant à jouer en la matière, qu'il remplit notamment, premièrement, par la création de normes et d'obligations

pour que les États se dotent de mécanismes robustes de lutte contre le terrorisme; deuxièmement, par l'adoption de sanctions qui visent à priver les groupes terroristes des moyens de commettre des attentats; et troisièmement enfin – et c'est ce qui nous réunit aujourd'hui –, par le renforcement de la coopération internationale et régionale afin d'encourager les États à travailler davantage ensemble et à échanger des bonnes pratiques.

Au plan régional, l'Asie centrale est un espace qui continue à faire face à des défis importants, aux plans économique et politique, mais également sécuritaire – cela a été signalé auparavant. La situation sécuritaire dégradée et l'incertitude politique Afghanistan sont naturellement des facteurs déstabilisants, notamment pour le voisinage. Je le dis parce que j'ai en souvenir cette visite récente au Tadjikistan. Nos amis tadjiks, qui ont accueilli des éléments français lorsque nous étions en Afghanistan, doivent savoir que nous restons à leurs côtés face à ces défis, et cela est vrai pour les autres États de la région. Le risque terroriste n'épargne aujourd'hui personne et prospère souvent parmi d'autres facteurs dans un contexte de frustrations sociales des populations, en particulier au sein d'une jeunesse qui peut être tentée par la radicalisation.

Ce contexte fragile rend indispensable la coopération entre tous les acteurs présents dans la région, en particulier les États et les organisations internationales et régionales, dont je salue la présence parmi nous de leurs secrétaires généraux aujourd'hui. L'ONU a un rôle important à jouer pour encourager cette coopération, comme l'a montré l'organisation en mai dernier de la conférence régionale du Bureau de lutte contre le terrorisme sur la question essentielle de la lutte contre le financement du terrorisme à travers le trafic de drogue et la criminalité organisée.

La mission du Centre des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale doit également se poursuivre. Son action a été saluée par le Ministre des affaires étrangères de l'État du Koweït, S. E. le cheik Al Sabah, et par le Vice-Premier Ministre de la Belgique, M. De Croo, et nous nous associons à cela. Accompagner les pays de la région dans l'élaboration de réponses nationales à ces défis, les encourager aussi à renforcer la coopération régionale, sont des objectifs prioritaires.

L'Union européenne, qui est une organisation régionale elle aussi, prend pleinement sa part dans la lutte contre le terrorisme, notamment en Asie centrale.

19-29200 19/42

Au cours de la décennie écoulée, nous avons mis au point des programmes importants en matière de gestion des frontières. Je pense au Programme de gestion des frontières de l'Asie centrale, à la lutte contre la drogue, et au Programme antidrogues d'Asie centrale (, et nous avons adopté, il y a quelques mois, c'était en juin 2019, une nouvelle stratégie pour l'Asie centrale. Et cette nouvelle stratégie vise explicitement à renforcer nos coopérations en matière de contre-terrorisme, à prévenir l'extrémisme violent et la radicalisation, en en traitant les causes profondes. L'Union européenne est donc pleinement investie et engagée, et elle entend poursuivre son action en matière de coopération régionale. Elle pourra d'ailleurs étendre à l'Afghanistan certains cadres de dialogue et de coopération mis en place avec les pays d'Asie centrale.

Le jeunesse et l'éducation constituent également un axe de travail important fixé par cette nouvelle stratégie de l'Union européenne.

Et je veux dire, pour terminer, que les synergies entre l'ONU et les organisations régionales en matière de lutte contre le terrorisme fonctionnent. Et c'est à nous, membres du Conseil de sécurité, de les encourager. La France y prendra toute sa part.

Le Président (parle en russe) : Je donne maintenant la parole au Ministre adjoint aux affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne.

M. Annen (Allemagne) (parle en anglais): Je voudrais remercier chaleureusement nos amis russes, le Secrétaire général et les intervenants d'aujourd'hui. Il est devenu absolument clair ces deux dernières décennies que la coopération internationale, régionale et sous-régionale est essentielle pour une lutte efficace contre le terrorisme et l'extrémisme violent. On ne peut lutter contre une menace transnationale que par une action internationale conjointe et globale, des partenariats étroits et l'échange d'informations entre les organisations régionales, l'ONU et les États Membres. C'est pourquoi nous nous félicitons des efforts efficaces que déploient les organisations représentées ici aujourd'hui par les intervenants.

Je voudrais aussi faire quelques observations concernant des organisations qui n'ont pas été invitées aujourd'hui. En sus de ce qu'a dit mon collègue français, je voudrais aussi faire quelques observations sur l'Union européenne qui, comme toutes les personnes ici présentes le savent, coopère étroitement avec différents organismes de l'ONU. Nous avons signé un cadre pour

la lutte contre le terrorisme. Nous collaborons très étroitement avec le Bureau de liaison des Nations Unies pour la paix et la sécurité à Bruxelles et avec l'antenne à Bruxelles du Bureau de lutte contre le terrorisme. Ceci est également vrai aussi pour d'autres organisations telles que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ou l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, qui a déjà été mentionnée par l'un des intervenants, avec une collaboration fructueuse avec tous les organismes pertinents, notamment les organismes de l'ONU. Je crois que ceci est très important.

Nous attachons beaucoup de valeur à une telle coopération, y compris dans d'autres forums moins connus. Au Forum mondial de la lutte contre le terrorisme, l'Allemagne met en particulier l'accent sur des problèmes précis, telles l'utilisation de drones par les terroristes par exemple – un problème auquel nous devons nous attaquer en urgence - et la coopération régionale. Nous avons assumé cette semaine la coprésidence du Groupe de travail du Forum mondial de la lutte contre le terrorisme sur l'Afrique de l'Ouest avec nos amis d'Algérie, l'objectif étant d'appuyer les pays de l'Afrique de l'Ouest dans leur lutte contre le terrorisme. Ce sont nos partenaires dans la région qui définissent la vitesse à laquelle cet effort particulier est mené, ainsi que son ampleur. C'est dire que l'Afrique a réellement un rôle important à jouer.

Je voudrais faire quelques brèves observations concernant les principes fondamentaux du travail que nous tous ici devons effectuer. Si nous voulons lutter efficacement contre le terrorisme et l'extrémisme violent, alors nous ne devons pas oublier le ciment qui nous unit, ainsi que le rôle important du Conseil de sécurité. Je parle ici de l'ensemble de nos valeurs humanitaires universelles communes. Il nous faut respecter scrupuleusement les principes et les normes en matière de droits de l'homme dont nous avons tous convenu dans le cadre de l'ONU. Ce n'est qu'en défendant ces valeurs que nous resterons crédibles et que nous pourrons vaincre les idéologies terroristes.

Je pense qu'il est très important de mentionner les récents rapports qui montrent que de fâcheuses rencontres avec les forces armées, même dans le cadre de la lutte légitime contre le terrorisme, sont un facteur majeur qui pousse les jeunes hommes et les jeunes femmes à rejoindre les groupes terroristes. C'est pourquoi les droits de l'homme, le droit international humanitaire et l'état de droit doivent être respectés, y compris dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et,

je le souligne, sans exception aucune. La confiance dans le fonctionnement de l'État et de ses institutions et dans l'état de droit est essentielle pour prévenir l'extrémisme violent. Ce que je veux dire, c'est que le non-respect de ces valeurs est un facteur pouvant conduire des groupes ou des individus marginalisés à l'extrémisme violent et les amener à rejoindre des réseaux terroristes.

Je voudrais aussi signaler un autre aspect qui, à notre sens, est très important car nous, en Allemagne, sommes convaincus que tenir compte des questions de genre en luttant et en contrant la menace terroriste est aussi extrêmement important et représente un facteur de prévention. En tant que victimes, les femmes sont affectées de diverses façons lorsqu'une attaque terroriste a lieu et sont souvent plus vulnérables que d'autres groupes de la société. En outre, il est important d'analyser les causes profondes du terrorisme et de comprendre que ces causes sont souvent sexospécifiques. Les raisons du recrutement de terroristes hommes ou femmes, par exemple, diffèrent souvent. Enfin, les femmes sont d'importants agents du changement et doivent être impliquées dans la stratégie dont nous sommes en train de discuter aujourd'hui.

Encore une fois, l'expérience approfondie des organismes régionaux et sous-régionaux peut être très utile. C'est pourquoi nous remercions la Fédération de Russie d'avoir convoqué la présente séance. Je voudrais donner juste un exemple de ce que nous sommes en train de faire. Nous aidons à réinsérer les femmes membres des Chabab qui ont fait défection en Somalie, en leur fournissant des conseils psychologiques et une formation professionnelle adaptée à leur sexe. Nous pensons que cela pourrait servir de modèle et nous sommes plus que disposés à partager notre expérience avec le Conseil et les États Membres.

Je voudrais, pour terminer, parler de quelque chose qui a été mentionné par nos collègues français, belge, sud-africain et d'autres membres. Nous devons nous attaquer aux causes profondes. Je pense que cela est très important. Il nous faut comprendre que nous ne pouvons pas nous concentrer sur un seul problème. La répression et la prévention sont les deux faces d'une même médaille.

Enfin, je voudrais le dire clairement : nous devons être moralement et éthiquement supérieurs aux terroristes, et ce en respectant strictement l'état de droit et les droits de l'homme. À cet égard, l'Allemagne est plus que disposée et prête à continuer à travailler avec

les États Membres et les Nations Unies dans le cadre de cet effort.

Le Président (parle en russe) : Je donne maintenant la parole au Sous-Secrétaire d'État aux affaires étrangères de la République de Pologne.

M. Przydacz (Pologne) (parle en anglais): Il ne fait aucun doute que combattre le terrorisme sous toutes ses formes est l'un des défis majeurs auquel la communauté internationale est confrontée. Dans le monde interdépendant d'aujourd'hui, le terrorisme, ainsi que la criminalité organisée, le commerce et le trafic illégaux d'armes, posent une menace majeure à la paix et à la sécurité internationales. Il ne fait aucun doute aussi que le terrorisme évolue constamment et que le combattre requiert toujours de nouvelles approches, de nouveaux mécanismes et de nouveaux instruments. Le cyberterrorisme et les combattants terroristes étrangers sont devenus des problèmes auxquels il faut s'attaquer de façon globale et concrète.

Le terrorisme ne peut être, à terme, effectivement éradiqué que si toutes les parties prenantes se montrent disposées et déterminées à faire leur part. Le rôle unique de l'ONU dans la lutte contre le terrorisme est incontestable. L'ONU a non seulement la responsabilité d'agir par elle-même et de manière décisive, mais doit aussi intensifier ses efforts en sollicitant l'aide d'autres acteurs.

Gardant à l'esprit le rôle central de l'ONU dans la lutte contre le terrorisme, la coopération avec les organisations régionales à cet égard est non seulement possible, tel que stipulé au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, mais elle est aussi clairement la bienvenue. Elle permet non seulement de promouvoir la bonne gouvernance, l'état de droit et d'autres valeurs démocratiques, mais favorise aussi la coopération régionale sur les plans économique, politique et sécuritaire, conduisant à l'instauration d'une paix et d'une prospérité durables. Les organisations régionales, étant donné qu'elles ont une perspective géographique plus restreinte, peuvent parfois mieux comprendre les particularités régionales et mieux s'attaquer à des problèmes spécifiques au niveau local. Une action énergique et coordonnée de l'ONU et des organisations régionales dans la lutte contre le terrorisme peut renforcer considérablement la capacité de réaction et l'adaptabilité de la communauté internationale.

La Pologne appuie fermement une coopération étroite entre l'ONU et les organisations régionales et joue

19-29200 21/42

un rôle actif dans cette coopération avec, entre autres, l'Union européenne, l'OTAN, le Conseil de l'Europe et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Il est toutefois de la plus haute importance que l'esprit et les principes des Nations Unies soient au cœur des activités et des décisions de toutes les parties prenantes. Les organisations régionales ne contribueront à la paix et à la sécurité internationales que si elles se comportent en intermédiaires honnêtes dont les actions résultent d'un consensus entre tous leurs États membres.

Si cela n'est pas clairement établi et en l'absence de respect total de ces règles de base, il sera difficile de définir l'objectif d'une coopération potentielle. L'ONU doit éviter de s'écarter de ses propres règles de base.

L'objectif commun des États membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération (OSC) est de lutter contre le séparatisme, l'extrémisme et le terrorisme. Les États membres de l'OSC affirment qu'ils respectent le rôle central du système des Nations Unies et de l'Organisation mondiale du commerce dans l'édification de l'ordre mondial sur les plans politique et économique, et qu'il est donc justifié d'attendre des États membres de l'OSC qu'ils s'efforcent d'adapter les activités de ces deux organisations universelles aux défis et aux besoins du monde contemporain.

Il convient de rappeler que les organisations régionales ne jouent véritablement leur rôle que lorsqu'elles reflètent les intérêts de tous leurs membres et ne sont pas utilisées par certain comme un outil de domination. N'oublions pas que les organisations régionales désireuses de coopérer avec l'ONU dans la lutte contre le terrorisme doivent respecter et promouvoir entre elles et avec leurs États membres tous les principes de l'ONU, y compris les principes de l'inviolabilité des frontières des États, la reconnaissance des frontières existantes et le refus des annexions territoriales illégales. Rappelons également que le droit international impose l'obligation de ne pas reconnaître les effets juridiques d'actes illégaux.

Malheureusement, la position de l'OSC, de l'Organisation du Traité de sécurité collective et de la Communauté d'États indépendants en ce qui concerne l'annexion illégale de parties du territoire de l'Ukraine met en cause leur impartialité. Leur manque de volonté de prendre les mesures appropriées pour faire face au conflit susmentionné, ainsi qu'au conflit en Géorgie en 2008, jette malheureusement une ombre sur la contribution de ces organisations à la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité.

De ce fait, je tiens à réaffirmer que tant qu'il n'y aura pas d'approche commune sur des questions d'une importance aussi fondamentale pour l'architecture mondiale, la coopération de l'ONU avec ces partenaires dans la lutte contre le terrorisme sera sujette à caution.

Le Président (parle en russe) : Je ne comprends pas si le représentant de la Pologne a parlé au nom de son pays ou des États-Unis, mais c'est une question différente.

Mme Pierce (Royaume-Uni) (parle en anglais): Mon ministre aurait aimé être ici pour faire cette intervention, mais les ministres ont fait leurs interventions au galop, contrairement à ce qui se fait habituellement au Conseil, et je crains donc qu'il ne soit pris dans une autre manifestation, et je m'en excuse.

Je voulais tout d'abord m'associer à ce que les Ministres français, allemand et polonais ont dit sur l'importance du droit international humanitaire dans ce domaine et, bien entendu, sur le travail d'autres organisations, notamment, mais pas uniquement, l'Union européenne, l'OTAN et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, qui, comme les Ministres l'ont expliqué, effectuent toutes des travaux très importants sur les programmes de prévention et de protection et sur la lutte contre le terrorisme. Pour sa part, le Royaume-Uni se félicite vivement de ces partenariats antiterroristes avec des organisations régionales et sous-régionales. Au fur et à mesure que les menaces terroristes évoluent, la coopération entre les partenaires est essentielle pour faire face aux mouvements transfrontaliers de nombreuses personnes, d'idées et de matériels. Toutefois, comme le Secrétaire général l'a affirmé ce matin, cette coopération doit être ancrée dans la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et dans les résolutions du Conseil de sécurité, et elle doit refléter une approche équilibrée et globale, conforme au droit international, comme l'ont souligné le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale. Nous sommes tout à fait d'accord avec le Secrétaire général pour dire que la promotion de l'égalité des sexes, ce qu'ont également dit les ministres, est un élément important de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Le Royaume-Uni se félicite de l'adoption récente par le Conseil des résolutions 2462 (2019) et 2482 (2019), qui insistent davantage sur l'obligation de protéger les activités humanitaires. Il importe que les partenariats et interactions régionaux reflètent cette obligation et que les mesures antiterroristes ne servent pas à justifier le non-respect de cette obligation ou la violation des Conventions de Genève ou du droit international

humanitaire plus généralement. À cet égard, nous avons été heureux d'apprendre que l'Organisation de Shanghai pour la coopération a accru son attention à l'aide humanitaire, et nous espérons que cela inclura la protection des activités humanitaires menées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Pour ce qui est de l'Asie centrale, si je peux aborder cette question, le terrorisme demeure une menace dans cette région, qui est, bien entendu, une région clef pour ce débat. L'attentat perpétré au Tadjikistan en août dernier, qui a causé la mort de quatre cyclistes étrangers, a été un terrible rappel de cette menace. Nous nous félicitons du travail accompli par le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale pour mettre en œuvre les cadres antiterroristes des Nations Unies et les recommandations du Conseil de sécurité. Nous nous félicitons également de l'engagement que nous avons pu constater jusqu'à présent de la part des gouvernements d'Asie centrale; nous les encourageons à coopérer davantage entre eux, avec le Centre régional des Nations Unies, le Bureau de lutte contre le terrorisme et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme. À cet égard, il est heureux que les intervenants ait pu nous parler de partenariats plus solides, mais je voudrais en même temps souligner l'importance d'une approche harmonisée, y compris en matière de désignations.

Nous avons également abordé la question de l'Afghanistan, dont le Conseil a débattu récemment. Comme le reste de l'Asie, ce pays a un grand potentiel, mais il est confronté à de grands défis. Le Royaume-Uni se réjouit de voir les pays d'Asie centrale travailler ensemble pour soutenir leur voisin, l'Afghanistan. On a beaucoup parlé de la menace non seulement de l'extrémisme, mais aussi du trafic de stupéfiants en provenance de ce pays. Si nous devons reconnaître ces risques, il importe de ne pas les surestimer. Ce sont les Afghans eux-mêmes qui souffrent le plus aux mains des extrémistes. La communauté internationale et les partenaires régionaux doivent continuer à travailler ensemble, comme nous le faisons depuis de nombreuses années, pour soutenir la paix et la stabilité en Afghanistan.

S'agissant de la coopération antiterroriste, nous espérons pouvoir continuer à travailler de concert pour prévenir le terrorisme et l'extrémisme violent dans toutes les régions. Les mesures militaires et de maintien de l'ordre ne suffiront pas à elles seules; comme l'a dit le Ministre allemand, nous devons nous attaquer aux causes profondes. Le Royaume-Uni encourage donc

tous les partenaires dans le domaine de la lutte contre le terrorisme à renforcer leur collaboration avec la société civile et à veiller à ce que les considérations relatives à l'égalité des sexes et aux droits de l'homme soient toujours intégrées dans l'ensemble des efforts de lutte contre le terrorisme déployés dans le monde.

Enfin, je voudrais souligner l'importance des droits de l'homme. Nous nous félicitons des affirmations faites aujourd'hui par les intervenants au sujet des droits de l'homme; ils sont absolument vitaux dans ce dossier. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont réaffirmé à maintes reprises que la promotion et la protection des droits de l'homme sont un pilier fondamental de la lutte antiterroriste. Nous avons vu que les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales ont souvent contribué à elles seules à valider les discours terroristes et à favoriser le recrutement. C'est particulièrement important en Asie centrale où les progrès réalisés en matière de droits de l'homme sont fragiles et doivent être protégés. Il est impératif que les pays de la région et le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale coopèrent avec les acteurs régionaux pour veiller à ce que les approches antiterroristes soient conformes aux obligations relatives aux droits de l'homme.

Pour sa part, le Royaume-Uni est actif en Asie centrale. Comme je l'ai mentionné plus tôt, nous collaborons et coordonnons nos activités avec un éventail de partenaires internationaux. Nos priorités sont la sécurité régionale, la bonne gouvernance, les droits de l'homme et la prospérité. Nos projets appuient ces priorités et nous mettons l'accent sur l'inclusion, la participation et l'aide aux personnes vulnérables face aux idéologies extrémistes. Nous soulignons la nécessité pour les pays d'Asie centrale de coopérer en ce qui concerne les questions transfrontières et de renforcer leur coopération avec le système international fondé sur des règles. La lutte contre le terrorisme offre une bonne occasion pour ces deux aspects.

Pour terminer, je vous remercie, Monsieur le Président, de nous avoir donné l'occasion d'exprimer nos vues sur cette question importante liée à la paix et la sécurité et d'attirer l'attention sur une région qui revêt une importance stratégique croissante.

M. Ipo (Côte d'Ivoire) : La Côte d'Ivoire salue la tenue de ce débat sur le thème « Contribution de l'Organisation de la coopération de Shanghai (OCS), de la Communauté d'États indépendants (CEI) et de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC)

19-29200 23/42

à la lutte contre le terrorisme », qui s'inscrit dans le cadre de la coopération entre les Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Ma délégation se réjouit de la participation du Secrétaire général et des distingués ministres, qui rehausse l'éclat de ce débat et témoigne de notre volonté commune de lutter sans relâche contre le terrorisme. Elle félicite les représentants des différentes organisations régionales qui se sont succédé pour la qualité de leurs exposés.

Le terrorisme représente l'une des menaces contemporaines les plus graves contre la paix et la sécurité internationales, à laquelle nos États, pris individuellement, ne peuvent trouver de solutions. Fort heureusement, la prise de conscience quant à la nécessité d'une approche collective dans la lutte contre ce fléau se traduit, depuis quelques années, par la volonté de nos États de renforcer et de mieux coordonner leurs actions de lutte dans le cadre de mécanismes régionaux et sous-régionaux.

Les efforts conjugués de l'OCS, de la CEI et de l'OTSC, qui couvrent une vaste zone géographique s'étendant de l'Europe orientale à l'Extrême-Orient, sont donc la matérialisation de cette approche collective, que la Côte d'Ivoire soutient pleinement. Mon pays est en effet d'avis que ces trois organisations disposent d'avantages comparatifs indéniables, fondés sur une bonne compréhension des dynamiques politiques, économiques et sociales locales. Elles sont ainsi mieux outillées pour élaborer des mécanismes de prévention des conflits et de lutte contre le terrorisme adaptés aux réalités régionales.

Ma délégation se félicite en outre de la qualité de la coopération entre ces organisations régionales et les Nations Unies, à travers notamment le Centre des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, le Comité contre le terrorisme et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

S'agissant de la gestion des crises régionales, notamment le conflit en Afghanistan, il est impérieux d'accorder une attention particulière à la situation politique et sécuritaire. Ma délégation appelle donc à un soutien accru au dialogue politique entre tous les acteurs de la société afghane, y compris les femmes et les jeunes, de même qu'au renforcement des capacités des institutions sécuritaires, afin de faire face aux multiples défis auxquels le pays est confronté.

Dans le domaine de la diplomatie préventive, l'action de l'OCS, de la CEI et de l'OTSC doit davantage promouvoir les initiatives d'apaisement et de promotion du dialogue entre les États de la région, afin de contribuer à la consolidation de la paix et à la stabilité régionale. La Côte d'Ivoire salue, par ailleurs, les acquis de la coopération entre ces trois organisations régionales et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ainsi que le Comité contre le terrorisme. Cette coopération a permis, en dépit de nombreux défis, d'obtenir des résultats encourageants en matière de lutte contre le terrorisme, le blanchiment d'argent, ainsi que les trafics d'armes et de stupéfiants. En ce qui concerne particulièrement la lutte contre le terrorisme, elle devra également s'accompagner d'actions visant à la réduction de la pauvreté et le chômage, terreaux de la radicalisation et de l'extrémisme violent.

À l'instar de l'Organisation de la coopération de Shanghai, de la Communauté d'États indépendants et de l'Organisation du Traité de sécurité collective, de nombreuses organisations régionales, à travers le monde, ont pris la mesure de la menace que représente le terrorisme pour la paix et la sécurité régionales et internationales, et perçu la nécessité de se doter de mécanismes appropriés, afin de mieux fédérer et coordonner leurs efforts.

S'inscrivant dans cette dynamique, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a adopté d'une stratégie de lutte contre le terrorisme basée sur une approche intégrée privilégiant la coordination et le partage d'informations entre les États membres. Ainsi, Le 14 septembre 2019, les États membres de la CEDEAO ont décidé de franchir un cap dans l'appropriation de leur sécurité collective par l'adoption d'un plan d'action prioritaire d'1 milliard de dollars sur cinq ans (2020-2024), en vue de financer la lutte antiterroriste.

Pour conclure, la Côte d'Ivoire réaffirme son attachement au renforcement de la coopération entre les Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales dans la lutte contre le terrorisme, en vue de la préservation de la paix et de la sécurité internationales.

M. Balarezo (Pérou) (parle en espagnol): Qu'il me soit permis de remercier la Russie d'avoir convoqué cette séance importante, qui est essentiellement un débat sur le Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies. Les pays d'Amérique latine ont beaucoup contribué à l'élaboration de ce Chapitre à la Conférence de San Francisco, ce qui a donné lieu à la création de

l'Organisation des États américains en 1948. Elle est l'une des premières organisations régionales à avoir établi des liens avec les Nations Unies, sur la base du Chapitre VIII. Dans ce contexte, le débat d'aujourd'hui est très important et nous nous en félicitons.

Nous voudrions également remercier et féliciter les représentants des trois organisations régionales pour leurs exposés très utiles. Comme je l'ai dit, la séance d'aujourd'hui est importante parce qu'elle traite du terrorisme, qui est l'une des principales menaces qui pèsent sur tous nos États.

L'intensification de la lutte contre ce fléau revêt une importance fondamentale. Toutefois, cette lutte doit s'accompagner de mécanismes concrets qui permettent de prévenir le terrorisme et de le combattre collectivement. Comme d'autres représentants l'ont indiqué, cette lutte doit être menée dans le plein respect du droit international, des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Nous avons suivi attentivement les exposés, Comme je l'ai dit, nous voudrions féliciter les trois organisations pour le travail important accompli. Nous estimons qu'elles contribuent à la mise en œuvre des engagements internationaux des États de leur région. En particulier, nous saluons et appuyons le rôle qu'elles jouent en appuyant et en promouvant l'appropriation nationale de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et dans la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité.

À cet égard, nous estimons que les accords de coopération et de rapprochement que ces organisations ont signés avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et le Bureau de lutte contre le terrorisme constituent une bonne pratique.

Nous saluons également le rôle que joue le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale dans la coordination efficace de ces efforts. Par ailleurs, nous saluons tout particulièrement le rôle que jouent ces organisations pour déceler des menaces complexes et mener des interventions conjointes pour y faire face dans le cadre d'une approche qui reconnaît et prend en compte les particularités régionales. Nous voudrions souligner notamment que les facteurs liés à la porosité des frontières et à la criminalité transnationale organisée constituent une combinaison dangereuse pour la stabilité de la région eurasienne.

C'est pourquoi je voudrais rappeler l'adoption récente (voir S/PV.8582), à l'initiative du Pérou et sous

la présidence péruvienne du Conseil, de la résolution 2482 (2019), qui traite précisément du problème des liens entre terrorisme et criminalité transnationale organisée. Cette résolution souligne à juste titre le rôle que les organisations régionales et sous-régionales sont appelées à jouer face à ces défis, notamment pour ce qui est de faciliter l'assistance technique et de contribuer au renforcement des capacités des États.

Nous pensons également que toute stratégie doit adopter une perspective sexospécifique, ainsi que plusieurs délégations l'ont déjà souligné, et protéger les droits des enfants. L'additif aux Principes directeurs de Madrid et les principes clefs en matière de protection, de rapatriement, de poursuites, de réadaptation et de réintégration des femmes et des enfants ayant des liens avec des groupes terroristes inscrits sur les listes de l'ONU sont d'excellents outils à cet égard.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer l'engagement ferme du Pérou à prévenir et combattre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, en particulier grâce aux actions pouvant être mises en œuvre par le Conseil, qui est un espace de consensus dont nous devons pleinement tirer parti.

Je voudrais faire une dernière observation, si cela m'est permis, pour rappeler que, comme on le sait déjà, les Amériques sont particulièrement préoccupées par le développement ou l'existence de liens entre des groupes terroristes, la criminalité transnationale organisée et le régime illégitime de Nicolas Maduro.

M. Cohen (États-Unis d'Amérique) (parle en anglais): Nous tenons à remercier le Secrétaire général António Guterres et les autres intervenants pour leurs exposés d'aujourd'hui. Le présent débat est fort opportun à l'heure où nous oeuvrons de concert pour régler un problème qu'aucun État n'a la capacité de résoudre seul.

Au lendemain de la défaite territoriale de l'État islamique d'Iraq et du Cham (EEIL) en Iraq et en Syrie, nous nous retrouvons confrontés au défi du rapatriement, des poursuites et de la réadaptation des nombreux combattants terroristes étrangers d'Asie centrale partis combattre dans les rangs de groupes terroristes. Les États-Unis félicitent les gouvernements d'Asie centrale des mesures qu'ils ont prises pour prendre en charge leurs ressortissants en Iraq et en Syrie et des efforts qu'ils déploient pour les rapatrier dans leurs pays d'origine.

Sur cette question, nous pouvons faire plus ensemble que séparément. C'est pourquoi le Conseil a pris un certain nombre de mesures importantes pour

19-29200 **25/42**

faire face à l'évolution de la menace terroriste. Nous avons adopté la résolution 2178 (2014) pour empêcher les combattants terroristes étrangers de se rendre sur les champs de bataille et la résolution 2396 (2017) pour faire face aux défis que représente leur retour dans nos pays. Nous avons également adopté plusieurs résolutions contre le financement de l'EEIL et élargi, en 2015 par la résolution 2253 (2015), le régime de sanctions du Comité du Conseil faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) concernant Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui lui sont associés pour y inclure l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech). Cependant, nous n'avons ajouté l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan en Afghanistan à la liste 1267 qu'en mai de cette année, et nous devons encore le faire pour les nombreux autres affiliés de l'EEIL opérant à travers le monde.

Nous convenons qu'en plus des efforts collectifs que nous déployons ici à l'ONU, les organisations régionales et sous-régionales continuent de jouer un rôle important dans la lutte contre la menace terroriste en Asie centrale et au-delà. Comme d'autres orateurs l'ont fait remarquer, les efforts de l'OTAN ont permis d'accroître l'échange d'informations, d'améliorer le degré de préparation et de résilience aux attaques terroristes et de renforcer les capacités de défense contre l'utilisation de la technologie à des fins terroristes. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a aidé les partenaires en Asie centrale à mettre en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité sur les combattants terroristes étrangers en organisant des ateliers sur cette menace et en mettant en place de nouveaux programmes pour lutter contre l'extrémisme violent dans la région.

Outre les organisations régionales, des plateformes telles que l'initiative C5+1, qui regroupe les cinq pays d'Asie centrale et les États-Unis, ont été utiles pour renforcer les capacités de lutte contre le terrorisme et faciliter le dialogue sur les efforts de rapatriement, de réadaptation et de réintégration des combattants terroristes étrangers. Pas plus tard qu'hier, sous les auspices du Forum mondial de lutte contre le terrorisme, les États-Unis ont coorganisé une manifestation parallèle qui a mis en avant les expériences de ceux qui ont rapatrié leurs combattants terroristes étrangers.

Mais quelle que soit l'organisation, l'instance ou la plateforme, tous les efforts pour renforcer la coopération avec l'ONU en matière de lutte contre le terrorisme doivent être menés conformément aux résolutions du Conseil de sécurité, à la Stratégie antiterroriste

mondiale des Nations Unies et au droit international applicable. Les actions antiterroristes qui ne respectent pas les droits de l'homme finissent par engendrer le ressentiment et l'extrémisme violent. Lorsque des États Membres ou des organisations régionales font l'amalgame entre terrorisme et dissidence politique non violente, ils rendent un très mauvais service non seulement à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, mais aussi à notre action mondiale pour vaincre le terrorisme.

Malheureusement, telle est l'approche dangereuse à laquelle nous assistons en Syrie, où le régime d'Assad et ses alliés justifient leurs frappes aériennes contre les civils, les écoles, les ambulances et les hôpitaux par le fait qu'il s'agirait d'opérations antiterroristes légitimes, des opérations qui ont tué plus d'un millier de personnes depuis avril et en ont blessé plus de 2 000 autres. Dans une cinquantaine de cas, les attaques russes et/ou syriennes ont visé des installations médicales signalées par l'ONU en vertu des mesures de déconfliction, mettant en danger la vie des civils et la crédibilité de l'ONU. Ces attaques doivent cesser. La poursuite de la violence en Syrie ne fera qu'encourager la radicalisation et le recrutement de nouveaux terroristes.

Nous sommes par ailleurs profondément préoccupés par la situation dans le Xinjiang, où plus d'un million de Ouïghours et d'autres musulmans ont été arrêtés arbitrairement sous couvert de lutte contre le terrorisme. Au Xinjiang, des hommes, des femmes et des enfants sont soumis à la torture, aux travaux forcés ou à une surveillance invasive arbitraire, uniquement en raison de leur religion et de leur appartenance ethnique. La Chine, comme tous les pays, a parfaitement le droit de réagir aux menaces terroristes réelles, mais l'action antiterroriste ne peut servir d'excuse pour réprimer les pratiques religieuses pacifiques des musulmans chinois et de tout un groupe minoritaire.

Prévenir et combattre la radicalisation et le recrutement des terroristes en ligne et hors-ligne est une préoccupation mondiale. Les États-Unis s'efforcent eux aussi de faire en sorte que les terroristes ne trouvent pas refuge sur Internet, tout en protégeant dans le même temps la liberté d'expression. Nous collaborons à titre volontaire avec des entreprises du secteur des technologies pour partager des renseignements afin de lutter contre l'utilisation d'Internet à des fins terroristes.

Nous invitons instamment les organisations régionales comme l'Organisation de Shanghai pour la coopération, l'Organisation du Traité de sécurité

collective et la Communauté d'États indépendants à examiner de près la manière dont elles abordent le terrorisme afin de veiller davantage à ne pas confondre séparatisme, extrémisme et terrorisme dans leurs documents fondamentaux. Nous les exhortons également à encourager pleinement le respect du droit international applicable.

Il est important que l'ONU collabore avec les organisations régionales pour lutter contre le terrorisme et prévenir l'extrémisme violent. Toutefois, nous devons collectivement veiller à ce que les organisations régionales reprennent tous les éléments de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, y compris en ce qui concerne la participation de la société civile, tout en encourageant une approche de la lutte contre le terrorisme qui soit respectueuse des droits de l'homme et de l'état de droit. Les États-Unis sont déterminés à travailler avec leurs partenaires d'Asie centrale et avec la communauté internationale dans son ensemble pour lutter contre le terrorisme et prévenir l'extrémisme violent.

Le Président (parle en russe) : Le représentant de la Chine a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M. Wu Haitao (Chine) (parle en chinois): Dans sa déclaration, le représentant des États-Unis a évoqué la question du Xinjiang, formulant des accusations sans fondement dans le cadre d'une campagne de diffamation de la Chine. La Chine rejette catégoriquement toutes ces accusations.

Dans sa déclaration, le Conseiller d'État Wang Yi a décrit les mesures antiterroristes et de déradicalisation prises par le Gouvernement de la région autonome chinoise du Xinjiang. Toutes ces mesures antiterroristes prises par la Chine ont permis d'endiguer la propagation et la fréquence des activités terroristes et de préserver le droit à la subsistance et au développement de tous les habitants du Xinjiang. J'invite instamment le représentant des États-Unis à ne pas prendre le contrepied des faits et de la justice ni, pour le coup, aller contre l'intérêt des divers groupes ethniques du Xinjiang.

Lorsqu'il s'agit de lutter contre le terrorisme, nous devons rejeter tout deux poids, deux mesures. Nous avons vu avec la crise en Libye comment les forces terroristes se sont répandues en Afrique subsaharienne, laissant la région du Sahel profondément meurtrie.

Les guerres en Iraq et en Syrie ont également entraîné la résurgence des terroristes et la propagation du terrorisme dans le monde entier. Ne faudrait-il pas que les pays qui prônent l'intervention humanitaire et incitent au changement de régime soient tenus responsables? Ne faudrait-il pas qu'ils se livrent à une introspection sérieuse?

Le Président (parle en russe) : La représentante du Royaume-Uni a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M^{me} Pierce (Royaume-Uni) (*parle en anglais*): Je serai brève. Je voulais simplement dire – et j'aurais dû le dire durant mon intervention –, que nous partageons les préoccupations américaines au sujet du Xinjiang. Quant à l'intervention humanitaire, je ne pense pas qu'il s'agisse d'une question qui relève du Conseil de sécurité aujourd'hui, mais nous serons heureux de participer à des délibérations sur ce sujet à un autre moment.

Le Président (parle en russe) : Je vais maintenant faire une nouvelle déclaration en ma qualité de représentant de la Fédération de Russie.

Puisque le sujet a été abordé, je tiens, au nom de la Fédération de Russie, à exprimer notre entière solidarité avec la position de la Chine.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la République du Kazakhstan.

M. Tileuberdi (Kazakhstan) (parle en russe): Je voudrais tout d'abord féliciter la délégation de la Fédération de Russie pour son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois, et la remercier de son invitation à participer à la présente séance. Nous remercions également le Secrétaire général et les responsables de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) et de la Communauté d'États indépendants (CEI) pour leurs exposés très utiles et instructifs.

Durant son mandat au Conseil de sécurité en 2017 et 2018, le Kazakhstan a accordé une attention particulière au rôle que jouent les organisations régionales dans l'instauration de la paix et dans la prévention et le règlement des conflits. Ces organismes sont en meilleure position pour comprendre la spécificité des problèmes qui se posent dans leur région. Une étroite coopération entre l'ONU et les organisations régionales permet de lutter plus efficacement contre les défis et menaces qui pèsent sur diverses régions du

19-29200 27/42

monde, et nous nous félicitons que la partie russe ait pris l'initiative de convoquer le débat de ce jour.

Le monde est aujourd'hui plongé dans l'incertitude et les dangers du fait de la propagation rapide du terrorisme et de l'extrémisme. L'architecture mondiale de la sécurité et le droit international ont été affaiblis, tandis que la situation continue de s'aggraver. À la soixante-dixième session de l'Assemblée générale, le premier Président kazakh, Nursultan Nazarbayev, a proposé une initiative visant à former une coalition mondiale pour lutter contre le terrorisme (voir A/70/PV.13).

Pour faire suite à cette idée, nous avons élaboré un code de conduite visant à libérer le monde du terrorisme, auquel 84 États ont adhéré. Il appelle tous les pays à prendre 10 mesures susceptibles de contribuer à éradiquer le terrorisme d'ici à 2045, année du centenaire de l'Organisation. Nous sommes reconnaissants à nos partenaires de leur appui constant à la mise en œuvre de cette initiative.

Le Kazakhstan a également ratifié les 19 conventions sectorielles des Nations Unies sur l'élimination du terrorisme. Nous appelons les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à rejoindre le code de conduite et les conventions pertinentes.

En 2018, en tant que Président de l'OTSC, Nursultan Nazarbayev a fait de la participation de l'organisation à la mise en place d'un système antiterroriste international l'une des cinq priorités fondamentales de l'OTSC. L'an dernier, en Asie centrale, nous avons lancé la troisième phase du plan conjoint de mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, et le Kazakhstan a apporté la première contribution financière à la mise en œuvre de ce projet.

Nous sommes déterminés à continuer de coopérer étroitement avec le Bureau de lutte contre le terrorisme. En application de la résolution 2396 (2017), nous préparons, avec le Bureau, le lancement au Kazakhstan d'un système axé sur les renseignements préalables concernant les voyageurs et les dossiers passagers et nous sommes prêts à partager nos meilleures pratiques avec d'autres pays eurasiens.

À l'initiative du Kazakhstan, par l'intermédiaire de l'OTSC et de la CEI, nous avons commencé à élaborer une liste unique d'organisations terroristes internationales, à unifier les normes juridiques sur le commerce des armes et à réglementer les migrations dans toutes les organisations régionales. Dans le cadre de l'Organisation de Shanghai pour la coopération,

nous avons pris une mesure importante, en 2017, avec la signature à Astana de la Convention de l'organisation sur la lutte contre l'extrémisme, qui a créé le cadre juridique nécessaire pour empêcher les organisations terroristes internationales d'obtenir des ressources financières.

Je voudrais saisir cette occasion pour appeler l'attention de ceux qui sont ici aujourd'hui sur la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (CICA), inaugurée au Kazakhstan en 1992 sur l'initiative de notre pays. Elle aussi connaît une évolution dynamique, et donne lieu à des ensembles nouveaux et sans équivalent de mesures de confiance sur le continent asiatique.

Hier, au débat général de l'Assemblée générale, le Président du Kazakhstan, M. Kassym-Jomart Tokayev, a souligné qu'il importait de transformer cette structure panasiatique universelle en une organisation qui promeuve la sécurité et le développement de l'Asie (voir A/74/PV.4). Durant notre mandat à la présidence de la CICA, en 2020-2022, nous entendons inclure la question de la lutte contre le terrorisme parmi nos priorités militaires et politiques.

La défaite de Daech en Syrie et en Iraq a entraîné le retour des combattants terroristes étrangers dans leur pays d'origine, ou leur réinstallation dans d'autres parties du monde. Nous essayons de contrer ce processus et avons mis sur pied une opération humanitaire, baptisée Jusan, visant à rapatrier de Syrie 600 ressortissants de notre pays, dont la plupart sont des enfants. Parmi ceux qui sont rentrés figurent des hommes et des femmes ayant participé à des activités terroristes, contre qui des poursuites pénales ont été engagées. Nous travaillons de manière ciblée avec les rapatriés restants pour les réhabiliter et les réintégrer dans la société. L'opération Jusan se poursuit. Nous œuvrons actuellement à rapatrier d'Iraq 12 enfants dont les mères ont été condamnées à la prison à vie pour activités terroristes.

Nous sommes particulièrement préoccupés par la situation en Afghanistan, où des groupes terroristes coopèrent avec des réseaux de la criminalité organisée se livrant au trafic de drogues. Nous devons veiller à une plus grande efficacité des efforts du Centre régional d'information et de coordination d'Asie centrale pour la lutte contre le trafic de stupéfiants, de substances psychotropes et de leurs précurseurs.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer que le Kazakhstan continuera de s'employer activement à renforcer encore la capacité antiterroriste à l'échelle

mondiale de l'ONU et des organisations régionales. Je suis convaincu que toutes les propositions formulées aujourd'hui à un niveau aussi élevé seront mises en œuvre dans la pratique, ce qui contribuera à l'éradication du terrorisme dans le monde.

Le **Président** (parle en russe) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la République kirghize.

M. Aidarbekov (Kirghizistan) (parle en russe): Nous sommes très reconnaissants à la Fédération de Russie d'avoir convoqué la présente séance sur la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et de nous avoir invités à y participer. L'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), la Communauté d'États indépendants (CEI) et l'Organisation de Shanghai pour la coopération apportent des contributions importantes à la lutte contre les menaces terroristes. Nous pensons que l'ONU et ces organisations régionales ont un rôle unique et complémentaire à jouer qui, s'il est bien coordonné, pourrait apporter une contribution d'envergure à la cause de la paix et de la sécurité internationales.

S'agissant de l'importance de la coopération des Nations Unies avec ces trois organisations régionales, il convient de noter que plus de la moitié de la population mondiale vit dans les États membres de ces organisations.

Le terrorisme fait aujourd'hui peser une très grave menace. Les États sont confrontés en permanence à ce défi. De nos jours, cette menace imprègne pratiquement toutes les dimensions de la vie. Lutter contre ce fléau doit reposer sur des échanges étroits entre les États, les organisations et autres entités. Je voudrais noter à cet égard les efforts visant à assurer la sécurité régionale que nous déployons dans le cadre d'organisations telles que l'OTSC, la CEI et l'Organisation de Shanghai pour la coopération.

La coopération entre l'OTSC et l'ONU est très constructive et remonte loin – puisque, en 2004, l'organisation a obtenu le statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale. Plusieurs documents importants ont été signés avec des organismes clefs des Nations Unies concernant la lutte contre le terrorisme mondial, le trafic de drogues, les migrations illégales et le maintien de la paix et de la sécurité. Des représentants des organismes des Nations Unies et du secrétariat de l'OTSC se réunissent régulièrement pour examiner les

questions d'actualité liées à la coopération internationale dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité.

Il est encourageant de noter que des exercices conjoints et des opérations spéciales sont menés dans le cadre de l'OTSC. Comme les membres le savent peutêtre, la République kirghize a appelé l'attention des alliés de l'OTSC sur le problème du retour des combattants terroristes étrangers dans leur pays d'origine et sur le risque qu'ils puissent créer de nouveaux foyers de tension et de conflits armés.

C'est pourquoi nous estimons qu'il est nécessaire de coordonner plus efficacement les mesures prises par la communauté internationale face à ce problème. À notre initiative, lors d'une réunion du Conseil de sécurité collective de l'OTSC en novembre 2018, les chefs d'État ont adopté une déclaration spéciale dans laquelle ils ont noté avec préoccupation les tentatives faites par certaines entités de transférer leurs activités terroristes du Moyen-Orient, de la Syrie et de l'Iraq vers l'Asie centrale et l'Afghanistan, aux frontières sud des États membres de l'OTSC.

La République kirghize assure la présidence de l'OTSC cette année. Afin de renforcer les efforts internationaux de lutte contre le terrorisme et la propagation de l'idéologie terroriste, un projet de décision du Conseil de sécurité collective de l'OTSC portant sur un plan d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies pour la période 2019-2020 a été élaboré. Ce projet doit être adopté à la prochaine réunion dudit Conseil, qui se tiendra en novembre au Kirghizstan. Je crois également qu'il est important de mentionner l'unité d'approche de la lutte contre le terrorisme au sein de la CEI. Ses États membres sont convenus à l'unanimité qu'il était nécessaire d'élaborer une doctrine commune de la sécurité antiterroriste et de créer un mécanisme pour sa mise en œuvre, en tenant compte des intérêts nationaux.

Depuis la création de la CEI, un large cadre institutionnel et juridique a été créé dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Parmi les documents fondamentaux, je voudrais mettre l'accent sur le Traité de coopération entre les États membres de la Communauté d'États indépendants dans la lutte contre le terrorisme, qui a jeté les bases de la coopération entre États membres de la CEI dans la lutte contre le terrorisme, ainsi que sur le programme de coopération des États membres de la CEI dans la lutte contre le terrorisme et autres manifestations violentes de l'extrémisme.

19-29200 **29/42**

Sur le plan pratique, le Conseil des chefs d'État de la CEI a créé le Centre de lutte contre le terrorisme de la CEI le 21 juin 2000. Je voudrais appeler l'attention sur la signature, à Tachkent, le 31 octobre 2018, d'un mémorandum d'accord entre le Bureau de lutte contre le terrorisme de l'ONU et le Centre de lutte contre le terrorisme de la CEI. L'OSC a également élaboré un cadre législatif robuste en matière de lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes qui permet à ses États membres de coopérer efficacement dans ce domaine.

Les activités des organes compétents de l'OSC s'inscrivent dans le cadre de l'application pratique de la Convention de Shanghai pour la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme, de la Convention de l'OSC contre le terrorisme et du Programme de coopération des États membres de l'OSC sur la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme pour 2019-2021. Les États membres de l'OSC sont guidés par les buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et le droit international et respectent strictement les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

En outre, je voudrais souligner tout particulièrement l'adoption, le 30 août 2019 par l'Assemblée générale, de la résolution 73/334, dans laquelle elle a noté que l'OSC était devenue une organisation régionale incontournable pour aborder la question de la sécurité régionale dans toutes ses dimensions. Le Kirghizistan a également présidé l'OSC jusqu'en juin de cette année et passé le relais à la Fédération de Russie, qui assume désormais cette fonction. Parmi les mécanismes efficaces pour maintenir la sécurité régionale, citons les exercices conjoints menés par les forces armées des États membres de l'OSC, qui contribue à l'amélioration de la formation des troupes sur le terrain, à la formation des unités de commandement, au règlement des questions logistiques et de déploiement pendant les opérations et autres questions importantes. Dans ce contexte, il convient de mentionner en particulier les exercices militaires conjoints de commandement et d'état-major dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, dits « Mission de paix », menés dans le cadre de l'OSC, qui visent à empêcher les groupes terroristes de s'infiltrer sur le territoire de nos pays.

Les États membres des trois organisations comprennent le rôle central que joue l'ONU dans la lutte contre les trois fléaux que sont le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme. Nos pays appuient l'élaboration et la mise en œuvre, sous les auspices de

l'ONU, d'une stratégie mondiale, fondée sur le droit international, pour faire face aux nouvelles menaces et aux nouveaux défis. Le Kirghizistan estime que la coopération internationale est un outil essentiel pour lutter contre le terrorisme et soutient le renforcement de son cadre juridique conformément à la Charte des Nations Unies et aux résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

Le Président (parle en russe) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la République du Bélarus.

M. Makei (Bélarus) (parle en russe): Je vous remercie, Monsieur le Président, de l'initiative importante et opportune que vous avez prise d'organiser un débat au Conseil de sécurité sur la coopération avec les trois organisations régionales, à savoir l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), la Communauté d'États indépendants (CEI) et l'Organisation de Shanghai pour la coopération (OSC).

Il est particulièrement pertinent d'examiner cette question sous l'angle du maintien de la paix et de la sécurité internationales, en particulier dans le contexte de la lutte contre le terrorisme. La République du Bélarus est membre de l'OTSC et de la CEI et État observateur de l'OSC. Nous apprécions grandement le potentiel de ces organisations et contribuons à leur bon fonctionnement. Il importe de noter qu'à sa précédente session, l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité trois résolutions sur la coopération avec ces organisations (résolutions 73/334, 73/331 et 73/16), confirmant ainsi la large reconnaissance de leur contribution au maintien de la paix et de la sécurité internationales et attestant de leur statut international.

Nous nous félicitons de la signature, en novembre 2018, du mémorandum de coopération entre le secrétariat de l'OTSC et le Bureau de lutte contre le terrorisme de l'ONU. Soyons objectifs : le monde est plus imprévisible que jamais. Le manque de confiance dans les relations entre les États s'accompagne d'une aggravation de la rhétorique conflictuelle, d'un mépris flagrant des normes et principes du droit international et de tentatives d'ingérence dans les affaires intérieures des États ou de déstabilisation dans divers pays et régions du monde au profit de telle ou telle force. Cette situation ne fait que contribuer à la propagation de l'une des principales menaces à la paix et à la sécurité internationales : je veux parler du terrorisme.

Malheureusement, les activités terroristes ne cessent pas; elles évoluent avec l'évolution du monde. Nous entendons de plus en plus parler de formes nouvelles et atypiques du terrorisme. Plus récemment, une conférence internationale de haut niveau sur le thème de la lutte contre le terrorisme au moyen d'approches novatrices et de l'utilisation de technologies nouvelles et émergentes s'est tenue à Minsk, en coopération avec l'ONU. Cette conférence, qui a réuni des pays de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, a été un événement sans précédent pour nos régions. Des pays représentant pratiquement toutes les organisations internationales actives dans la région européenne et eurasienne, notamment l'OTSC, la CEI et l'OSC, y ont participé. Nous espérons que les résultats de la conférence permettront d'intensifier les efforts des États et des organisations internationales en vue de créer une vaste coalition antiterroriste internationale.

À l'ouverture de la conférence, le Président de la République du Bélarus, Alyaksandr Lukashenko, a proposé une initiative visant à former une « ceinture de bon voisinage numérique ». Selon nous, la conclusion d'accords et d'arrangements internationaux, tant bilatéraux que multilatéraux, permettra d'assurer la sécurité de l'information et de rétablir la confiance, tout en luttant plus efficacement contre les menaces et les défis du terrorisme, y compris dans le cyberespace.

Je tiens à souligner qu'un accord de coopération dans le domaine de la sécurité internationale de l'information est déjà en vigueur au sein de l'OTSC. Le succès des mécanismes bilatéraux et régionaux dans ce domaine pourrait contribuer à l'élaboration d'un concept commun pour un instrument mondial sur la sécurité de l'information internationale. Il serait très utile que l'OTSC, la CEI, l'OSC et l'OSCE, dont la plate-forme de sécurité coopérative constitue une bonne base pour la coopération entre organisations régionales, s'impliquent activement à cet égard.

Nous sommes convaincus que ce n'est qu'en conjuguant l'action résolue de tous les États et en coordonnant étroitement les efforts des organisations internationales et régionales, sous les auspices de l'ONU, que nous pourrons lutter efficacement contre le terrorisme et contribuer réellement au renforcement de notre sécurité commune. C'est pourquoi le Bélarus appuie la mise en place de partenariats efficaces entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales afin de maintenir la paix, la sécurité et la

stabilité internationales. C'est une exigence du monde d'aujourd'hui, c'est également une condition préalable au développement durable des pays et des peuples et à la création d'un environnement pacifique et sûr pour parvenir au progrès et à la prospérité.

Le Président (parle en russe) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la République du Tadjikistan.

M. Muhriddin (Tadjikistan) (parle en russe): Je voudrais tout d'abord remercier la délégation russe, qui préside ce mois-ci le Conseil de sécurité et l'Organisation de Shanghai pour la coopération, d'avoir organisé la séance d'aujourd'hui, qui tombe à point nommé.

Ces dernières années, l'évolution rapide de la situation dans le monde s'est accompagnée d'une augmentation des tensions et des conflits armés et de l'apparition de nouveaux défis et menaces pour la sécurité internationale. La nature transfrontalière croissante du terrorisme, de l'extrémisme, du trafic de drogue et de la criminalité organisée est une source de grave préoccupation, tout comme l'augmentation du nombre de combattants terroristes étrangers rentrant dans leur pays. Je suis convaincu que ce n'est qu'en unissant leurs efforts que les pays pourront lutter efficacement contre les organisations terroristes et extrémistes, qui exploitent habilement les technologies et méthodes modernes.

Je tiens à noter qu'au cours de sa présidence de la Communauté d'États indépendants (CEI) en 2018, la République du Tadjikistan a insisté sur l'importance de renforcer la coopération entre les membres de la CEI et les autres organisations internationales et régionales pour faire face à ces défis et menaces. Nous nous sommes également efforcés de renforcer le rôle joué par la CEI dans le traitement des questions liées à la sécurité et à la stabilité et d'améliorer l'action menée par les organes de la CEI pour lutter contre le terrorisme, l'extrémisme, le trafic de drogue et la criminalité économique.

Comme cela a été dit précédemment, l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) déploie des efforts et apporte une contribution majeure à la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme, la criminalité transnationale organisée, le trafic de stupéfiants et d'armes, la migration clandestine et la traite des personnes. Elle s'est également employée à renforcer sa capacité de maintien de la paix et à remédier aux conséquences des catastrophes naturelles et anthropiques.

19-29200 **31/42**

Le programme de coopération entre ces deux organisations est très diversifié et permet de traiter un large éventail de questions grâce à l'échange d'informations, à des visites organisées, à la participation à des conférences et à des événements, tout en tirant parti du potentiel des deux organisations. Il convient de noter le rôle important que joue l'OTSC en aidant à assurer la sécurité à la frontière sud du Tadjikistan avec l'Afghanistan.

À cet égard, nous sommes convaincus que la coordination des efforts est l'un des facteurs clefs pour renforcer la sécurité dans la région, l'ONU jouant un rôle central pour régler sans tarder la situation en Afghanistan par la voie du dialogue politique. Chacun sait que l'Organisation de Shanghai pour la coopération est l'une des organisations internationales les plus dynamiques et qu'elle dispose d'un énorme potentiel pour surmonter ces défis. En tant que membre à part entière de l'ONU, de la CEI, de l'OTSC et de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, le Tadjikistan contribue inlassablement à la mise en œuvre des programmes et stratégies de ces organisations pour faire face aux défis et aux menaces de notre époque.

Nous estimons que la réponse à la menace croissante du terrorisme doit être globale et que l'ONU doit jouer un rôle de coordination essentiel. La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, les résolutions du Conseil de sécurité en la matière et les conventions de l'ONU relatives à la lutte antiterroriste constituent le fondement de notre lutte collective contre le terrorisme. Conformément à ses obligations internationales, le Tadjikistan prend les mesures qui s'imposent pour combattre le terrorisme et l'extrémisme. Nous sommes parties à toutes les conventions de l'ONU et aux autres instruments internationaux et régionaux fondamentaux en la matière.

Je saisis cette occasion pour inviter les participants à la séance d'aujourd'hui à participer à la réunion de haut niveau intitulée « Coopération internationale et régionale pour lutter contre le terrorisme et son financement par le trafic de drogue et la criminalité organisée », qui doit se tenir le 27 septembre dans la salle de conférence 7. Cette réunion, organisée par la République du Tadjikistan en coopération avec le Bureau de lutte contre le terrorisme, s'appuie sur les résultats de la conférence de haut niveau sur la lutte contre le financement du terrorisme, tenue à Douchanbé en mai.

Pour terminer, je souhaite plein succès à la Fédération de Russie durant sa présidence du Conseil

de sécurité et de l'Organisation de Shanghai pour la coopération.

Le Président (parle en russe) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan.

M. Mammadyarov (Azerbaïdjan) (parle en anglais): Je voudrais tout d'abord féliciter la Fédération de Russie d'avoir pris l'initiative d'organiser l'important débat d'aujourd'hui sur la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le terrorisme et les activités criminelles connexes continuent de représenter une menace grave pour la paix et la sécurité internationales, l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et l'indépendance politique, la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les États Membres de l'ONU. Ces activités freinent également le développement socioéconomique. Le terrorisme constitue l'un des crimes les plus graves et il doit être condamné, et des poursuites doivent être engagées contre les responsables d'actes de terrorisme. L'on ne saurait tolérer la protection et la glorification des terroristes.

La situation géographique délicate de l'Azerbaïdjan et la persistante de conflits non résolus dans la région, ainsi que le nettoyage ethnique notoire et l'occupation des territoires souverains de mon pays, augmentent le niveau des menaces transfrontières, y compris le terrorisme. Depuis la fin des années 80, des attentats terroristes dirigés depuis l'étranger, utilisés comme moyens de guerre pour faire valoir des revendications territoriales sans fondement et illégales, ont été perpétrés à maintes reprises contre l'Azerbaïdjan, coûtant la vie à des milliers de citoyens, notamment des civils.

Tout en reconnaissant l'importance de s'attaquer à toutes les conditions propices à la propagation du terrorisme, il est essentiel d'intensifier les efforts de règlement des conflits dans diverses régions du monde. Les zones de conflit armé, en particulier les territoires sous occupation militaire étrangère, offrent souvent aux terroristes, ainsi qu'aux groupes et réseaux du crime organisé, la possibilité de tirer parti de l'exploitation des ressources naturelles, du trafic de drogue et de biens culturels, du blanchiment d'argent et d'autres crimes connexes.

Nous sommes conscients du fait que l'ONU et d'autres organisations internationales, régionales et

sous-régionales ont déployé des efforts considérables pour promouvoir la coopération et la coordination et pour renforcer les capacités des États Membres dans le cadre de la lutte contre le terrorisme international et la criminalité organisée. En sa qualité de membre de la Communauté d'États indépendants (CEI), la République d'Azerbaïdjan souhaite maintenir la coopération au sein de cette plateforme multilatérale et nouer des relations économiques, politiques, juridiques et humanitaires mutuellement bénéfiques avec les États membres de la CEI au niveau bilatéral, conformément aux principes de l'égalité souveraine et de l'intégrité territoriale des États.

En tant que partenaire de dialogue, l'Azerbaïdjan partage les buts et principes de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, qui sont fondés sur le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des États, et réaffirme son plein appui à la poursuite de la coopération entre l'ONU et l'Organisation de Shanghai pour la coopération. L'Azerbaïdjan est heureux de consolider ses partenariats avec l'Organisation de Shanghai pour la coopération en vue de renforcer la sécurité et la stabilité régionales, de lutter contre le terrorisme, l'extrémisme, le séparatisme, le trafic de drogue et les activités criminelles connexes, et de promouvoir la coopération régionale dans d'autres domaines d'intérêt commun et de préoccupation commune.

La coopération entre l'ONU et les organisations régionales est essentielle à la promotion des buts et principes de l'Organisation. Les organisations régionales et sous-régionales se sont souvent avérées être des mécanismes indispensables à cette fin. Dans le même temps, des défis de taille subsistent. S'il est vrai qu'en général, les organisations régionales sont bien placées pour comprendre les menaces et les défis auxquels leurs régions respectives sont confrontées, il va sans dire qu'elles ne peuvent pas toutes se targuer de leurs moyens, de leur volonté politique et de leur capacité institutionnelle d'assurer le respect par leurs États membres des engagements statutaires pertinents.

Avant toute autre chose, les organisations régionales ne doivent pas se laisser utiliser à mauvais escient par celles et ceux qui violent gravement le droit international et prônent la culture de l'impunité. Il est essentiel que tous les États Membres s'acquittent des obligations internationales qui leur incombent en vertu de la Charte des Nations Unies et appliquent les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Ils doivent également veiller à ce que leurs territoires

respectifs ne soient pas utilisés pour mener des activités terroristes ou commettre des actes criminels connexes, en particulier pour financer et appuyer, directement ou indirectement, de telles activités sous quelque prétexte ou forme que ce soit.

Le Président (parle en russe) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran.

M. Zarif (République islamique d'Iran) (parle en anglais): Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance et remercier aussi tous les intervenants de leurs précieuses contributions.

La coopération régionale en matière de lutte contre le terrorisme est impérative, en particulier dans des régions comme l'Asie centrale et l'Asie occidentale, où la menace des groupes terroristes est omniprésente. Nous apprécions le rôle que jouent l'Organisation du Traité de sécurité collective, l'Organisation de Shanghai pour la coopération, et la Communauté d'États indépendants, et soulignons l'importance de la coopération entre l'ONU et ces organisations dans la lutte contre les menaces terroristes.

La coopération régionale n'a que trop tardé à s'établir aussi dans le golfe Persique. À cet égard, nous notons avec satisfaction la proposition constructive de la Fédération de Russie concernant la sécurité dans cette région, et nous l'appuyons. Ce matin, dans l'allocution qu'il a prononcée devant l'Assemblée générale, le Président Rouhani de la République islamique d'Iran a présenté une importante initiative concernant une nouvelle coalition, Hormuz Peace Endeavour (HOPE), une coalition pour l'espoir, et a invité tous les États de la communauté du détroit d'Ormouz à se joindre à cet effort (voir A/74/PV.5). HOPE repose sur le postulat que c'est à tous les États de la région qu'il incombe, de concert avec la communauté internationale, de veiller à la paix, à la stabilité et à la prospérité dans la région. Il est dans leur intérêt commun vital aussi de garantir la liberté de navigation et la sécurité énergétique pour tous. De même, des efforts régionaux sont indispensables pour prévenir la guerre, les conflits, la violence, l'extrémisme, le terrorisme et les tensions sectaires.

Entre autres objectifs, HOPE vise à promouvoir la solidarité, la compréhension mutuelle, des relations pacifiques et amicales et la coopération entre les États de la région, à préserver l'intégrité territoriale, l'indépendance politique et la sécurité des frontières

19-29200 33/42

internationales de tous les États de la région, à coopérer en matière de lutte contre le terrorisme, l'extrémisme et les tensions sectaires, à régler pacifiquement les tensions et les conflits régionaux, à prévenir les tensions en améliorant les communications et l'alerte rapide, et à garantir la sécurité énergétique, la liberté de navigation et la libre circulation du pétrole et d'autres ressources à partir de et à destination de la communauté du détroit d'Ormouz et au-delà.

Ces objectifs ne peuvent être promus que par le respect de principes communs comme le dialogue et le respect mutuel, le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'inviolabilité des frontières internationales, le règlement pacifique de tous les différends, le rejet du recours à la menace ou à l'emploi de la force, la non-agression et la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres États, et le refus et la non-participation aux coalitions et aux alliances contre d'autres États. La sécurité énergétique et la libre circulation des ressources naturelles sont d'autres principes auxquels nous devons tous souscrire.

Nous avons présenté un plan d'action qui inclut, premièrement, des arrangements préparatoires en vue de la tenue d'un sommet de la communauté du détroit d'Ormouz pour commencer à discuter d'un large éventail de questions liées à la sécurité et à la coopération, notamment la sécurité énergétique, la maîtrise des armements, les mesures de confiance, les contacts militaires, la création éventuelle d'une zone exempte d'armes de destruction massive, et la signature d'un pacte de non-agression au sein de la communauté du détroit d'Ormouz.. Deuxièmement, le plan prévoit aussi la création de groupes de travail conjoints sur diverses questions liées aux mesures concrètes à prendre pour étendre progressivement la coopération à des domaines tels que l'alerte rapide, la prévention et le règlement des conflits, la lutte contre la drogue et la traite des êtres humains, les investissement et la création de coentreprises dans les secteurs de l'énergie, du transit et du transport, ainsi que la coopération dans le domaine de la cybersécurité. Troisièmement, les États de la communauté du détroit d'Ormouz tiendront des réunions périodiques à différents niveaux, notamment au Sommet. Ces réunions pourront aussi inclure des composantes du secteur privé et du milieu universitaire.

Dans le même temps, sur la base de la résolution 598 (1987), l'ONU sera invitée à fournir la nécessaire couverture internationale et à veiller à la préservation des intérêts légitimes de la communauté internationale.

La République islamique d'Iran est prête à s'engager pleinement dans le dialogue avec les pays de la région et avec l'ONU pour débattre de tous les aspects de l'initiative HOPE.

Le Président (parle en russe) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la République d'Ouzbékistan.

M. Kamilov (Ouzbékistan) (parle en russe): Je voudrais, avant de commencer ma courte déclaration, m'associer pleinement à ce qu'ont affirmé de nombreux orateurs qui m'ont précédé, à savoir que la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales a un potentiel considérable s'agissant de prévenir et de contrer une menace aussi majeure de notre temps que le terrorisme.

Il est clair que le terrorisme représente la principale et majeure source de violence dans le monde aujourd'hui. Les terroristes utilisent les technologies les plus récentes, diversifient leurs sources de financement, mettent à profit l'ouverture de nouveaux couloirs de transit internationaux et adoptent de nouvelles méthodes et modalités pour attirer de nouvelles recrues et sources de revenus.

Je ne vais pas m'attarder sur les nombreux instruments et conventions des Nations Unies dont l'Ouzbékistan est signataire, mais je dirai simplement que l'une des questions les plus importantes aujourd'hui est de prévenir le processus de radicalisation parmi les jeunes. Je pense que cette question n'est pas cruciale que pour l'Ouzbékistan et notre région. Comme cela a été dit, une question connexe et plus importante encore est le retour des combattants terroristes étrangers et de ceux qui, pour une raison ou une autre, se trouvent dans des zones de conflit - non seulement des adultes originaires de l'Ouzbékistan et de notre région, mais aussi des femmes et des enfants, dont beaucoup se trouvent actuellement en Syrie et en Iraq.

L'Ouzbékistana déjarapatrié de Syrie 156 citoyens, pour la plupart des femmes et des enfants, dans une opération complexe et très risquée. Aujourd'hui, nous attendons le retour de 65 enfants d'Iraq et de 170 personnes de Syrie. C'est pourquoi nous avons certainement besoin de l'aide des organisations internationales et des États directement impliqués dans les processus en cours au Moyen-Orient. À cet égard, je parle essentiellement de l'assistance des membres permanents du Conseil de sécurité présents ici aujourd'hui.

Nous sommes disposés à coopérer. Nous avons de l'expérience en matière de réadaptation et de réintégration des rapatriés dans une société saine et normale. J'espère que le fait que ces opérations ont été menées à bien aura une influence positive, de sorte que de nouveaux groupes ne se rendront pas dans les zones de conflit à l'avenir.

Pour terminer, je voudrais juste appeler l'attention du Conseil sur deux points. Premièrement, lorsqu'on parle de terrorisme, il semble habituel de mentionner la région d'Asie centrale. Nous, dans cette région, ne voudrions pas que la communauté internationale ait l'impression que l'Asie centrale est une région où le risque de propagation du terrorisme, de l'extrémisme et d'autres processus similaires est énorme. Cela fait 25 ans que nous entendons dire que l'Asie centrale est au bord de l'explosion. En fait, l'Asie centrale est en développement. Un nouveau climat politique y règne et la confiance mutuelle entre ses dirigeants s'affirme. Au cours des trois dernières années, nous avons réussi à régler nombre de problèmes très complexes, notamment la démarcation des frontières entre États, la gestion des ressources en eau et le développement des liaisons de transport, et nous avons établi une coopération étroite en matière de sécurité. Tout cela pour dire que l'Asie centrale possède un potentiel et une capacité énormes d'assurer sa propre sécurité, mais, compte tenu du caractère global des processus dont nous débattons, un large appui international est nécessaire. Aujourd'hui, nous avons entendu parler de diverses formes de coopération entre les pays de notre région et la communauté internationale, y compris d'autres grands États. Bien sûr, nous sommes très intéressés par la poursuite de ce type de coopération.

La deuxième question que je voulais aborder est que, dans ce contexte, bien que cela soit tout à fait justifié, nous mentionnons toujours l'Afghanistan lorsque nous parlons des défis et des sources de l'extrémisme et du terrorisme. Toutefois, en tant que voisins de l'Afghanistan, nous tenons à souligner que, historiquement, culturellement et économiquement, l'Afghanistan a toujours fait partie de l'Asie centrale, de sorte que nous constatons que l'Afghanistan n'est pas seulement un défi, c'est aussi une formidable opportunité.

À titre d'exemple, si nous parvenons à mettre en œuvre un projet potentiel de transport et de communication, un rapide coup d'œil sur une carte suffit pour voir ce qui pourrait être fait si le continent européen était relié à l'Afghanistan, l'Afghanistan à l'Asie centrale, puis, à terme, à l'Asie du Sud-Est. Il y aurait alors un lien direct entre l'Europe et l'Asie du Sud, l'Afghanistan jouant le rôle de pivot. Rien qu'en mettant en œuvre ce type de projets, l'Afghanistan pourrait engranger des revenus considérables qui pourraient contribuer à la relance de son économie.

Je ne parlerai pas de choses aussi évidentes que le fait qu'il n'y a pas de solution militaire au problème afghan. La seule façon d'aller de l'avant est d'instaurer un dialogue direct entre le Gouvernement et l'opposition. C'est une évidence. L'Ouzbékistan s'emploie activement à trouver une solution politique et il participe au processus politique, et nous continuerons de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour contribuer à renforcer encore le processus de paix qui a commencé à prendre forme pour la première fois au cours des 40 dernières années. Malgré un certain niveau de tensions, l'Ouzbékistan met en œuvre des projets à grande échelle de transport et de communication et des liaisons avec l'Afghanistan, et nos échanges sont en augmentation dans les zones frontalières avec ce pays. Nous avons également mis en place un centre d'éducation pour les étudiants afghans, un centre médical et un centre de fret.

L'expérience montre qu'en dépit des tensions et des problèmes existants, nous devons travailler et regarder vers l'avenir. Tout cela est fait non pas pour satisfaire le Gouvernement ou les forces politiques actuels, mais plutôt pour l'avenir de l'Afghanistan, où toute une génération qui a grandi au cours des 40 dernières années n'a connu que la guerre. À cet égard, en vue de prévenir la radicalisation des jeunes, l'ONU et d'autres organisations régionales, ainsi que les principaux États et voisins de l'Afghanistan doivent tous se concentrer sur les programmes éducatifs. Ce n'est que par l'éducation et la diffusion de la connaissance que nous pourrons contrer le processus de radicalisation de la jeunesse.

Voilà les deux questions que je voulais aborder aujourd'hui. Toutes les autres questions ont été abordées ici, et je ne veux pas répéter ce qui a déjà été dit.

Le Président (parle en russe) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la République d'Arménie.

M. Mnatsakanyan (Arménie) (parle en anglais) :Je remercie la Fédération de Russie d'avoir organisé le présent débat. Cette séance est une occasion importante de renouveler notre engagement en faveur d'une coopération efficace dans la lutte contre le terrorisme,

19-29200 **35/42**

un fléau devenu plus diffus qui s'accompagne d'une multiplication des actes terroristes, notamment ceux motivés par l'intolérance ou l'extrémisme.

Aucun pays au monde n'est à l'abri du terrorisme. La communauté internationale doit être unie et travailler main dans la main pour lutter contre le terrorisme dans toutes ses dimensions. Toute tentative visant à justifier ceux qui inspirent ou perpétuent le terrorisme et l'extrémisme violent ou ceux qui incitent à la haine, au crime et à la violence, en particulier dans les situations de conflit, doit être condamnée fermement et sans équivoque à tous les niveaux.

L'Arménie reste un ardent défenseur d'une collaboration internationale renforcée pour lutter contre le terrorisme, quels que soient les lieux où il sévit, les motifs qui le sous-tendent ou la rhétorique qui l'accompagne. Nous sommes profondément convaincus que le terrorisme ne doit être associé à aucune civilisation, religion ou nationalité ni à aucun groupe ethnique. Nous sommes gravement préoccupés par les cas où des communautés entières sont délibérément prises pour cible du seul fait de leur appartenance à un groupe ethnique ou religieux particulier. Les actes de barbarie et de vandalisme méticuleusement planifiés contre des monuments culturels, ainsi que l'anéantissement de plusieurs sites du patrimoine mondial en Iraq et en Syrie, en sont un exemple et constituent un sujet de grave préoccupation pour l'humanité.

L'Arménie a été l'un des premiers États Membres à condamner fermement la persécution de la population civile perpétrée par l'Etat islamique d'Iraq et du Levant, le Front el-Nosra, Al-Qaida et leurs affiliés. Les crimes brutaux commis contre la population arménienne dans les villes syriennes de Kessab et Deïr el-Zor, la destruction délibérée de monuments culturels et religieux et les atrocités massives commises par les terroristes de l'État islamique d'Iraq et du Cham et du Front el-Nosra ont démontré que le terrorisme est essentiellement une manifestation du déni des droits humains fondamentaux. L'Arménie a fait preuve d'un engagement constant à contribuer à apporter des changements durables dans les zones touchées par la crise, comme en témoigne le déploiement de notre mission humanitaire nationale en Syrie.

L'Arménie demeure fermement attachée à la lutte mondiale contre le terrorisme et participe activement aux activités internationales et régionales à cette fin. Nous apprécions au plus haut point les plates-formes de coopération existantes qui visent à amplifier nos efforts nationaux et à améliorer le dialogue bilatéral pour prévenir et combattre le terrorisme. L'Arménie continue d'appliquer intégralement les conventions des Nations Unies contre le terrorisme et leurs protocoles additionnels, ainsi que les résolutions pertinentes adoptées par le Conseil de sécurité.

La récente visite effectuée en Arménie par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (DECT) a mis en lumière les progrès accomplis par notre pays pour relever les défis liés au terrorisme, notamment grâce à une coopération internationale efficace. Suite aux recommandations contenues dans le rapport de la DECT sur la visite d'évaluation de suivi, l'Arménie a commencé à mettre en place et à appliquer des systèmes de renseignements préalables concernant les voyageurs.

Les organisations régionales et sous-régionales ont un rôle central à jouer dans la promotion et la facilitation de la coopération, notamment par le partage des meilleures pratiques et le renforcement des capacités pour faire face efficacement aux menaces terroristes. Nous accordons une priorité élevée aux activités en cours menées en partenariat avec le Centre de lutte contre le terrorisme de la Communauté d'États indépendants (CEI) et les unités structurelles compétentes de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC). Les autorités compétentes arméniennes continuent de contribuer à la mise en œuvre effective du programme de coopération des États membres de la CEI pour 2017-2019 dans la lutte contre le terrorisme et les autres manifestations violentes de l'extrémisme. Des représentants des services de sécurité nationale, des services spéciaux et des organes chargés de l'application de la loi ont toujours participé aux exercices conjoints de lutte contre le terrorisme de la CEI, sous la coordination générale de son Centre de lutte contre le terrorisme.

À l'heure où nous parlons, les deux dernières phases de l'exercice « Ararat Anti-Terror 2019 » se déroulent en Arménie, avec la participation des services de sécurité compétents de plusieurs États membres de la CEI, dont l'Arménie, le Bélarus, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Fédération de Russie, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. L'Arménie participe activement aux opérations conjointes régulièrement menées par les États membres de l'OTSC – les programmes Kanal, Nyelegal et Proxy – ainsi qu'aux exercices antiterroristes conjoints de la CEI, coordonnés par son Centre de lutte contre le terrorisme.

L'Arménie attache tout autant d'importance à ses travaux au sein des autres organisations régionales et

sous-régionales dont elle est membre ou avec lesquelles elle coopère étroitement. En tant que partenaire de dialogue de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, nous nous réjouissons à la perspective d'élargir encore le programme de notre partenariat et de faire progresser notre dialogue.

Dans le contexte de l'ordre du jour international actuel, où les menaces, les défis et les conflits prolifèrent, la coopération entre les États aux niveaux sous-régional, régional et mondial a été et demeure plus pertinente que jamais pour aider à trouver des solutions communes et un dialogue durable pour le maintien de la paix et la sécurité internationales.

Le Président (parle en russe) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la République islamique du Pakistan.

M. Qureshi (Pakistan) (parle en anglais): Je voudrais tout d'abord remercier le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie d'avoir organisé ce débat ministériel. La coopération entre les organisations régionales et l'Organisation des Nations Unies est essentielle pour lutter contre les nouvelles menaces qui pèsent sur la sécurité, en particulier le terrorisme.

Je voudrais féliciter les États membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération (OCS) et de l'ONU pour l'adoption, le 30 août, de la résolution 73/334 de l'Assemblée générale sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de Shanghai pour la coopération. Le Pakistan est l'un des coauteurs de cette résolution.

Cette résolution fait fond sur les bases solides jetées par les cinq résolutions précédentes adoptées depuis 2009 pour renforcer le dialogue, la coopération et la coordination entre l'ONU et l'OCS. Nous appuyons et saluons le renforcement de la coopération entre l'OCS et les institutions spécialisées, les organismes, fonds et programmes des Nations Unies en vue de réaliser objectifs communs. L'OCS est également un cadre important par lequel nous exprimons notre intérêt pour la paix, la stabilité et le développement de la région et notre appui à la coopération régionale pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme.

Le Pakistan condamne le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, y compris contre les peuples sous occupation illégale. Le Pakistan s'est employé activement et efficacement à éradiquer ce fléau qu'est le terrorisme et compte poursuivre ses efforts dans le même esprit, en coordination avec ses

partenaires régionaux et internationaux. Toutefois, nous estimons également qu'il importe de mettre l'accent sur certains éléments et facteurs figurant dans la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, notamment le premier des quatre piliers, à savoir éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme.

Cet aspect est particulièrement pertinent pour l'Asie du Sud, qui fait toujours face à des ennemis communs : pauvreté, analphabétisme, maladie et sous-développement. Les divergences politiques et les différends non réglés ne font qu'aggraver cette situation. La paix et la prospérité durables en Asie du Sud seront toujours hors de portée tant qu'il n'y aura pas un changement de dynamique en Asie du Sud, en passant de l'antagonisme à la coopération. Il importe de saisir les occasions offertes de régler les différends qui persistent par des moyens pacifiques et de mener une action collective en faveur de la prospérité régionale.

Le terrorisme et la criminalité organisée continuent de faire peser de graves menaces sur nos pays. En dépit des succès remportés contre Daech en Iraq et en Syrie, ce groupe continue de se manifester et de développer son champ d'action et ses tactiques. Dans notre région également, le Daech représente une menace grave pour la sécurité, ce qui peut constituer un facteur déstabilisateur important pour tous les pays de la région. Ce groupe continue d'être renforcé par les combattants terroristes étrangers qui retournent dans leurs pays.

Pour contrer ces menaces, il importe de renforcer la coopération internationale, notamment entre les organisations régionales et l'ONU. À cet égard, nous saluons la signature, tout récemment, du mémorandum d'accord entre l'Instance régionale de lutte contre le terrorisme de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (DECT). Ce mémorandum met en place un cadre important en vue du renforcement de la coopération stratégique entre ces deux organes en matière de lutte contre le terrorisme. L'Instance régionale de lutte contre le terrorisme a également signé des mémorandums d'accord de coopération avec la Communauté d'États indépendants (CEI) et l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC). Il faudra tirer parti de ces mécanismes de coopération pour élaborer des stratégies et répondre aux besoins des États Membres en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. À cet égard, le Pakistan voudrait proposer ce qui suit.

Premièrement, plusieurs États membres de l'OSC, de la CEI et de l'OTSC ont une vaste expérience en

19-29200 **37/42**

matière de lutte contre le terrorisme. Les secrétariats des trois organisations devraient développer des synergies pour permettre à ces pays de contribuer aux besoins des autres en matière de renforcement des capacités. Le Pakistan est prêt à contribuer à ces activités.

Deuxièmement, les déplacements des combattants terroristes étrangers en provenance de l'Iraq et de la Syrie vers d'autres régions du monde représentent un grand défi. L'ONU et les trois organisations doivent trouver des moyens innovants de contrer cette menace, notamment grâce à des mécanismes d'échange d'informations sur les mouvements de ces personnes.

Troisièmement, comme je l'ai déjà indiqué, Daech en particulier utilise les technologies modernes de communication pour diffuser son idéologie. L'ONU et les trois organisations régionales doivent élaborer des stratégies pour contrer ces activités.

Quatrièmement, le mémorandum d'accord signé entre l'Instance régionale de lutte contre le terrorisme et la DECT doit être mis en œuvre dans les meilleurs délais. Il faut planifier des activités pour apporter un appui aux membres de l'OCS dans les domaines prévus au titre du mémorandum.

Pour terminer, le Pakistan est fermement convaincu que les objectifs et les idéaux de l'OCS sont pleinement conformes aux principes et aux buts des Nations Unies. Notre appartenance à ces deux organisations témoigne de notre adhésion aux principes, idéaux, aspirations et objectifs communs que défendent l'ONU et l'OCS. Nous continuerons de suivre ces principes directeurs.

Le Président (parle en russe) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la Mongolie.

M. Damdin (Mongolie) (parle en anglais): Je voudrais tout d'abord remercier sincèrement le Ministre Sergey Lavrov de m'avoir invité à prendre la parole à ce débat ministériel. Je remercie également les autres orateurs de leurs observations.

La coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales est essentielle pour relever efficacement les défis complexes auxquels le monde est confronté aujourd'hui, notamment ceux liés au terrorisme, à l'extrémisme violent et à la criminalité transnationale organisée.

La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et ses examens ont fourni à la communauté internationale des orientations solides et actualisées pour lutter contre le terrorisme sur la base de ses quatre piliers qui se renforcent mutuellement. En outre, la création du Bureau de lutte contre le terrorisme et la signature, par la suite, du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme entre 36 entités des Nations Unies, en plus d'INTERPOL et de l'Organisation mondiale des douanes, ont jeté des bases solides pour une approche à l'échelle de l'ONU en vue de faire face aux menaces du terrorisme. Nous espérons que ces initiatives permettront à l'ONU de renforcer sa coopération avec les organisations régionales compétentes et de mieux cibler l'appui qu'elle apporte aux États Membres pour renforcer leurs capacités en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.

La Mongolie est fermement attachée à notre lutte commune contre ce fléau qu'est le terrorisme. Elle est partie à toutes les conventions des Nations Unies contre le terrorisme et la criminalité organisée qui lui sont applicables, et prend toutes les mesures nécessaires en vue de leur mise en œuvre. En outre, en tant qu'observateur de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, en 2014, nous avons conclu le Protocole entre le Conseil de coordination antiterroriste de la Mongolie et l'Instance régionale de lutte contre le terrorisme de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, ce qui fait que nous participons ainsi activement à diverses activités organisées sous les auspices de l'Instance régionale.

En plus des efforts que nous déployons aux niveaux mondial et régional pour lutter contre le terrorisme, nous coopérons également avec les pays de la région. La Mongolie a ainsi signé des accords de coopération en matière de lutte contre le terrorisme avec la République kirghize et la Fédération de Russie, de même qu'un accord de coopération concernant la lutte contre la criminalité avec la République populaire de Chine. Ces accords constituent le fondement juridique des échanges d'informations et de pratiques optimales et autres mesures préventives entre organisations compétentes.

Comme le suggère la note de cadrage (S/2019/742, annexe) distribuée pour la séance d'aujourd'hui, je voudrais partager quelques réflexions sur les modalités et approches possibles pour améliorer notre coopération dans la lutte contre la menace terroriste mondiale.

Premièrement, il faut mettre un accent plus important et plus ciblé sur l'aide au renforcement des capacités – un des piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Je tiens à rappeler que, dans la déclaration que j'avais faite en 2007 à la conférence

conjointe Mongolie-Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe sur la lutte contre le terrorisme, tenue en Mongolie, j'avais proposé un plan d'action individuel pour les petits pays en développement et ceux de taille moyenne afin d'immuniser leurs territoires contre le terrorisme. Cette proposition partait de l'hypothèse qu'après le durcissement général des régimes de sécurité dans la plupart des pays développés au lendemain des attentats terroristes du 11 septembre 2001, les cellules terroristes seraient poussées à s'installer dans des économies plus faibles, où les règles et réglementations ont tendance à être plus souples, plus faibles et, souvent, corrompues.

Plus d'une décennie plus tard, nous voyons que cette prédiction est devenue réalité. De nos jours, les cellules terroristes ont tendance à trouver refuge et à renforcer et étendre leur emprise dans des économies plus faibles, où elles sont capables non seulement de frapper occasionnellement, mais aussi de mener de véritables guerres. Par ailleurs, la situation est exacerbée par le phénomène du terrorisme national dans les pays développés.

C'est pourquoi les pays développés et les organisations internationales doivent fournir une assistance technique aux pays vulnérables afin que ces derniers puissent renforcer leur capacité de lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée. Cette assistance technique et cette coopération nous permettraient, dans l'idéal, de disposer d'une capacité antiterroriste uniforme sur l'ensemble du domaine juridique mondial. Une fois que la capacité de tous les pays aura atteint le niveau requis, les terroristes et les criminels n'auront plus aucun espace où nicher et aucun gouvernement ne sera trop faible pour combattre le terrorisme.

Deuxièmement, nous devons nous attaquer de manière efficace au lien de plus en plus fort qui existe entre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, notamment le trafic de drogue, d'armes et la traite des personnes. Les profits tirés de ce trafic servent essentiellement à financer le terrorisme. Nous devons également prêter attention à la nouvelle tendance consistant à cibler tout particulièrement les ressortissants des petits pays en développement et à les entraîner dans le trafic de drogue et d'autres crimes connexes. Pour éviter que ces personnes ne soient ainsi séduites et attirées par de telles activités illicites, il faut, grâce à la coopération internationale, mettre en place des mesures de prévention.

Troisièmement, l'engagement des jeunes est essentiel pour prévenir et combattre l'extrémisme violent et le terrorisme. Les progrès rapides des technologies du cyberespace et de la communication numérique n'apportent pas seulement des avantages considérables aux sociétés, ils s'accompagnent aussi des risques liés à leur détournement par des acteurs terroristes. Dans le but d'encourager une meilleure utilisation des médias sociaux pour promouvoir une culture de la paix, de la non-violence, de la tolérance et la compréhension mutuelle entre les jeunes du monde entier, mon ministère, en collaboration avec Facebook, a organisé en avril à Oulan-Bator (Mongolie) un Forum du livre de la paix.

À la Conférence interrégionale de haut niveau sur une approche à l'échelle de toute la société de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation pouvant conduire au terrorisme, organisée par le Gouvernement mongol en collaboration avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et le Bureau de lutte contre le terrorisme de l'ONU, en juin dernier à Oulan-Bator, nous avons organisé un débat distinct sur le dialogue inter- et intrareligieux, dans la droite ligne du discours en faveur de la liberté religieuse soutenu et encouragé par l'Administration des États-Unis.

Une autre initiative que nous avons mise en place concernant les progrès de la technologie au service de la paix est la création d'un journal de la paix entièrement numérique sur les relations internationales, qui publierait et vulgariserait les recherches sur les problèmes mondiaux menées par des universitaires et des artisans de la paix un peu partout dans le monde. Ce journal permettrait notamment de promouvoir une culture de paix, de tolérance et le dialogue interculturel et interreligieux auprès des jeunes et de les associer davantage à la prise de décisions concernant la prévention et le règlement des conflits, y compris celles destinées à lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme.

La Mongolie soutient également d'autres initiatives importantes visant à éliminer les contenus terroristes et extrémistes violents en ligne, notamment le Forum mondial contre le terrorisme et l'initiative « *Tech against Terrorism* », ainsi que l'Appel à l'action de Christchurch.

Je voudrais conclure en réaffirmant notre profonde conviction qu'aucun pays l ne peut prévenir et combattre à lui seule terrorisme. Par conséquent, nos efforts conjoints pour mettre en œuvre la Stratégie

19-29200 **39/42**

antiterroriste mondiale des Nations Unies seront plus productifs s'ils sont étayés par une collaboration efficace avec les organisations régionales et sous-régionales compétentes. À cet égard, je considère que la séance d'aujourd'hui est une excellente occasion d'encourager la coopération multipartite dans la lutte contre les menaces terroristes.

Le Président (parle en russe) : Je donne maintenant la parole au Ministre d'État aux affaires étrangères de la République de l'Inde.

M. Muraleedharan (Inde) (parle en anglais): Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé le débat de ce jour. Nous vous savons gré également d'avoir préparé et fait distribuer la note de cadrage très utile (S/2019/742, annexe), qui délimite les contours du débat d'aujourd'hui.

Nous tenons également à remercier le Secrétaire général et les chefs des organisations régionales de sécurité pour leurs exposés complets et très éclairants.

Les problèmes de sécurité actuels ignorent les frontières, qu'elles soient physiques ou politiques. Le terrorisme, le trafic de drogue, la criminalité transnationale et les incidences des nouvelles technologies sur la sécurité sont des défis transnationaux qui ne peuvent être envisagés de manière compartimentée. C'est pourquoi notre réponse à ces problèmes doit aussi être coordonnée par-delà les frontières.

Le terrorisme est aujourd'hui la menace la plus importante qui pèse sur la paix et la stabilité. Nous sommes confrontés à des groupes qui sont liés les uns aux autres, d'une région et d'un continent à l'autre, tant en termes de financement et de fonctionnement que pour ce qui est du recrutement. Nous sommes déterminés à combattre cette menace sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Rien ne peut justifier des actes de terreur, quels qu'en soient les motifs.

Nous estimons que la lutte que nous menons contre le terrorisme ne doit pas seulement viser à neutraliser les terroristes et à déstabiliser leurs organisations et réseaux; elle doit aussi identifier les États qui encouragent, soutiennent et financent le terrorisme ou qui offrent un refuge aux terroristes et aux groupes terroristes, leur demander des comptes et prendre des mesures énergiques contre eux. Nous appelons tous les pays à travailler ensemble pour accélérer l'adoption sans plus tarder du projet de convention générale sur le terrorisme international par l'Assemblée générale.

Les groupements régionaux et sous-régionaux peuvent jouer un rôle important pour favoriser la coopération et la coordination nécessaires pour lutter efficacement contre les réseaux terroristes. Ces dernières années, l'Inde a mis en place plusieurs mécanismes de coopération concrète avec un certain nombre de pays et de groupements. C'est là un processus minutieux et délicat, car il suppose de mettre en place un climat de confiance et des méthodes et habitudes de travail communes. Nous disposons pour cela de plusieurs processus de dialogue en matière de lutte contre le terrorisme et de sécurité, qui réunissent des experts de tous les domaines concernés dans le cadre d'interactions bilatérales et multilatérales régulières.

participons également de manière constructive aux travaux d'instances telles que le Groupe d'action financière et les organismes de lutte contre le terrorisme de l'ONU, afin que les terroristes ne bénéficient plus de financement ou d'autres formes de soutien. Parmi les organisations dont il est question aujourd'hui, l'Inde est membre de l'Organisation de Shanghai pour la coopération (OSC) depuis 2017. Nous avons rejoint cette organisation afin de garantir la paix, le progrès et la prospérité dans la région et de créer de nouvelles occasions de mobilisation économique dans la région. Lorsqu'il s'est rendu à Bichkek cette année pour participer à l'édition 2019 du Sommet de l'OSC, le Premier Ministre Narendra Modi a exhorté toutes les forces humanistes à s'unir et a appelé à une conférence internationale pour combattre le fléau du terrorisme. Il a également réaffirmé qu'un Afghanistan uni, pacifique, sûr et prospère était crucial pour la stabilité et la sécurité de la région de cette organisation, et a salué le travail du Groupe de contact entre l'OSC et l'Afghanistan à cet égard.

Nous nous félicitons que, dès sa création, l'OSC n'ait montré aucune ambiguïté en matière de terrorisme. Nous sommes déterminés à renforcer la coopération dans le cadre de l'Organisation de Shanghai, aux fins d'instaurer une sécurité globale, coopérative et durable. Les membres de l'OSC devraient également étudier comment son Instance régionale de lutte contre le terrorisme pourrait renforcer l'efficacité de cette coopération grâce à l'échange d'informations, au renforcement des capacités, à l'entraide judiciaire, à la mise en commun des meilleures pratiques et aux échanges dans les instances multilatérales telles que l'ONU.

Le Président (parle en russe) : Je donne maintenant la parole au Représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie centrale.

M. Burian (parle en anglais): Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat très important. J'ai le plaisir de représenter l'Union européenne (UE) aujourd'hui et de prononcer la présente déclaration en son nom et au nom de ses États membres. La République de Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie, pays candidats; et la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, s'associent à cette déclaration. L'Union européenne, qui est en première ligne de l'appui aux efforts des Nations Unies en matière de lutte contre le terrorisme, a assurément une place légitime dans ce débat.

Aujourd'hui, alors que nous continuons tous de nous heurter à la menace imminente du terrorisme, il est plus que jamais nécessaire que la communauté internationale tout entière applique une approche globale et coordonnée. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons riposter à cette menace, et c'est pourquoi l'UE est une fervente partisane de la coopération internationale et régionale dans ce domaine.

Je note avec satisfaction que l'Asie centrale a été l'une des premières régions à adopter le plan d'action régional commun pour la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, élaboré avec un financement de l'Union européenne. Cela confirme que les pays d'Asie centrale partagent une volonté commune de coopérer pour lutter contre cette menace, en se fondant sur les approches et principes des Nations Unies. À cet égard, je voudrais rappeler, et saluer, les récentes conférences, soutenues par l'Union européenne, l'ONU et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui sont un exemple de promotion de la coopération régionale pour lutter contre le terrorisme et son financement, renforçant ainsi les synergies régionales et contribuant aux efforts menés par l'ONU au niveau mondial. Nous nous félicitons de l'esprit de coopération et de la mobilisation qui prévalent en Asie centrale, comme l'a indiqué le Ministre des affaires étrangères Kamilov, car c'est le meilleur moyen de relever ensemble les défis existants. L'UE y est pleinement favorable.

L'Union européenne a récemment adopté sa nouvelle stratégie pour l'Asie centrale, laquelle présente, pour nos relations avec cette région, une vision et des priorités couvrant de multiples dimensions, dont l'aspect sécuritaire. Elle envoie un message fort quant à la détermination de l'UE à développer des partenariats plus forts, modernes et non exclusifs, notamment en renforçant la coopération dans les enceintes multilatérales et régionales, en restant axée autour de l'ONU. L'un des principaux piliers de cette stratégie est la promotion de la résilience, la lutte contre le terrorisme étant liée à d'autres éléments importants parmi lesquels l'état de droit et la bonne gouvernance.

En Asie centrale, nous renforçons encore notre appui, notamment grâce à nos programmes d'aide au développement axés sur la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent. Le programme mondial *Strengthening Resilience to Violent Extremism* (Renforcer la résilience face à l'extrémisme violent, STRIVE), financé par l'UE et mis en œuvre par le centre international d'excellence pour la lutte contre l'extrémisme violent, est l'un des programmes phares de notre action en Asie centrale. Un autre exemple est l'initiative conjointe UE-ONU sur STRIVE Asia, pour laquelle l'Union européenne et l'ONU organisent une manifestation commune ici à New York demain.

Tout comme les orateurs précédents, nous pensons qu'il est essentiel de se pencher sur la prévention de la radicalisation et de s'attacher à remédier aux causes profondes du terrorisme. La déradicalisation, la réhabilitation et la réinsertion doivent être traitées comme un tout afin d'empêcher l'idéologie terroriste de se propager plus avant. Dans ce but, l'UE est prête à partager avec ses partenaires ses meilleures pratiques et les enseignements tirés. La prévention et la répression du financement des actes terroristes est une priorité et une obligation qui incombe également aux États, comme le rappelle la résolution 2462 (2019), et comme le souligne la déclaration finale de la conférence internationale de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent, qui s'est tenue à Douchanbé. La lutte contre le financement du terrorisme doit être une composante clef de nos efforts pour affaiblir et dégrader les organisations terroristes. À cet égard, nous devons également veiller à ce que nos efforts soient efficaces sans restreindre l'espace dans lequel les acteurs humanitaires peuvent agir dans le respect des principes idoines.

Les combattants terroristes étrangers et les déplacements des terroristes à l'international sont une autre facette du débat mondial qui revêt une importance particulière pour la région. L'Union européenne est déterminée à garantir l'application de

19-29200 41/42

la résolution 2396 (2017), sur les menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme, et à coopérer avec ses partenaires pour en atteindre les objectifs. Il est crucial de veiller à ce que les combattants terroristes étrangers répondent de leurs actes, et d'augmenter au maximum les chances de mener à bien les poursuites judiciaires à leur encontre, tout en respectant le droit international, en particulier le droit des droits de l'homme.

À cet égard, nous tenons à féliciter les pays d'Asie centrale pour leur volonté de rapatrier et de réintégrer les membres de la famille des combattants terroristes étrangers, en particulier les enfants. Nous sommes prêts à soutenir les programmes de renforcement des capacités dans les pays partenaires devant faire face au retour des combattants terroristes et des membres de leurs familles. La sécurité des frontières et l'échange d'informations sont tous deux essentiels pour lutter contre la réinstallation des combattants terroristes étrangers, comme le souligne la résolution 2396 (2017). Dans ce contexte, je voudrais rappeler que l'Union européenne appuie une gestion efficace des frontières par le biais de son programme de gestion des frontières pour l'Asie centrale, qui entame une nouvelle phase

avec un budget considérablement élargi et qui inclut également l'Afghanistan.

Un cadre multilatéral et interrégional robuste demeure crucial pour mieux comprendre la nature des défis et établir des mécanismes de coopération entre les continents. Le rôle de l'ONU est indispensable à cet égard. Nous souhaitons également féliciter l'OSCE pour le rôle qu'elle joue dans la région, en contribuant au renforcement des capacités afin d'aider à mettre en œuvre les engagements de l'ONU.

Enfin, je tiens à souligner que la lutte contre le terrorisme est un effort de longue haleine qui exige une coopération forte malgré nos divergences. Nous recherchons activement à nouer des partenariats et des collaborations avec des partenaires internationaux, régionaux et sous-régionaux. À cet égard, qu'il me soit permis de réaffirmer une fois de plus le vif intérêt de l'Union européenne à travailler avec tous ses partenaires, sur la base des normes communes convenues à l'international et des meilleures pratiques, dans le plein respect des droits de la personne universellement reconnus et dans les limites de l'état de droit.

La séance est levée à 13 h 40.